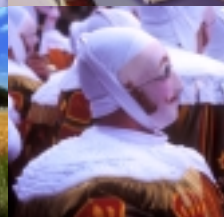
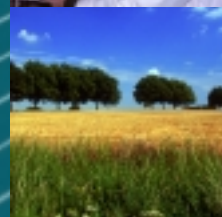
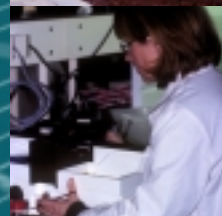




Les **chiffres-clés** de la

# Wallonie

MARS 2003



RÉGION WALLONNE

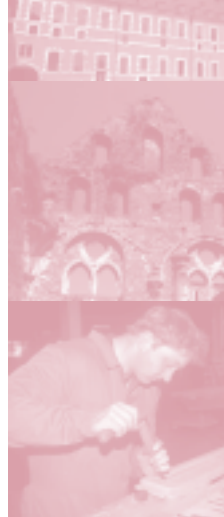


Les **chiffres-clés** de la

# Wallonie

MARS 2003

Service des Etudes et de la Statistique



---

Direction scientifique

Béatrice VAN HAEPEREN  
Jean HOUARD

---

Coordination de la publication

Evelyne ISTACE

---

Rédaction et traitement des données

Marc DEBUISSON  
Jean-Paul DUPREZ  
Laurence DUSSART  
Didier HENRY  
Jean HOUARD  
Evelyne ISTACE  
Martine LEFEVRE  
Christine MAINGUET  
Abdeslam MARFOUK  
Olivier PLASMAN  
Béatrice VAN HAEPEREN

---

Mise en page et impression

ADRENALINE Namur

---

Ministère de la Région wallonne  
Service des études et de la statistique

ISBN : 2-87401-146-0

Dépôt légal : D/2003/5322/16

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Disponible gratuitement sur demande au Numéro vert : 0800 1/1901

© MRW-DIRCOM-Jean-Louis Carpentier

N° 51, 88, 343, 410, 607, 1118, 1394, 1564, 1980, 1991, 2224

# Les chiffres-clés de la wallonie

## Sommaire



### Chapitre 1 **Conjoncture** **7**

Intensité de l'activité des entreprises et du commerce	8
Intensité de l'activité des entreprises manufacturières et état des stocks	9
Carnets de commandes	10
Consommation des ménages	11
Investissements des ménages et des entreprises	12
Exportations	13
Emploi	14
Chômage	15

### Chapitre 2 **Développement durable** **17**

#### Section 1 : Société **18**

Démographie	18
Santé et action sociale	22
Formation	25
Logement	28

#### Section 2 : Economie **29**

Produit intérieur brut	29
Emploi	31
Création d'entreprises	39
Parcs d'activités	42
Recherche et développement	44
Investissements étrangers	45
Tourisme	46

#### Section 3 : Environnement **49**

Sites d'activités économiques désaffectés	49
Utilisation du sol	50
Déchets	51
Qualité de l'air	53
Qualité de l'eau	54

#### Section 4 : Mobilité **55**

Réseau routier	55
Réseau ferroviaire	57

### Chapitre 3 **Citoyenneté** **59**

Participation sociale et associative	60
Aide sociale	62
Participation sportive	63
Participation culturelle	64
Infrastructures culturelles et sportives	66
Nouvelles technologies de l'information et de la communication	67

### Chapitre 4 **Gouvernance** **69**

Budget des pouvoirs publics	70
Services publics de proximité	75
Médiateur de la Région wallonne	77
E-government	80



# Chapitre 1

## Conjoncture



En début d'année 2002, après le repli observé en 2001 par rapport à 2000, toutes les conditions étaient réunies, en Wallonie, pour assurer une relance durable de l'activité économique appuyée sur un environnement international nettement plus favorable et sur des anticipations nettement mieux orientées des entreprises.

Toutefois, dès la fin du printemps 2002, le mouvement de reprise amorcé aux Etats-Unis s'est essouffé, sous l'effet de l'impact de la révélation de diverses fraudes comptables, qui a induit une vague de défiance à l'égard du marché des actions. Progressivement, ces turbulences ont affecté la sphère réelle de l'économie américaine et se sont ensuite rapidement propagées au reste du monde.

En dépit de cet environnement international de plus en plus instable, l'industrie wallonne a conservé un rythme de croissance soutenu au cours de l'année 2002, la production industrielle progressant de +2,3%.

Cependant, à la même époque, les enquêtes d'opinion auprès des entreprises traduisent une dégradation des attentes quant à l'évolution future de la demande. Même si ce mouvement s'est quelque peu interrompu ces derniers mois, le niveau des indicateurs laisse augurer un tassement, voire une réduction de l'activité au cours de cette année.

On notera toutefois que, quel que soit l'indicateur retenu – à l'exception des investissements des entreprises – la Wallonie a mieux résisté que l'ensemble de la Belgique à la détérioration du climat conjoncturel en 2002.

Selon les dernières prévisions du SES, le produit intérieur brut wallon devrait croître de +0,8% en 2002, contre +0,6% pour l'ensemble de la Belgique. Sous hypothèse d'absence de crise internationale majeure en 2003 et d'une reprise aux Etats-Unis au second semestre, l'économie wallonne pourrait bénéficier de la relance attendue en Europe.



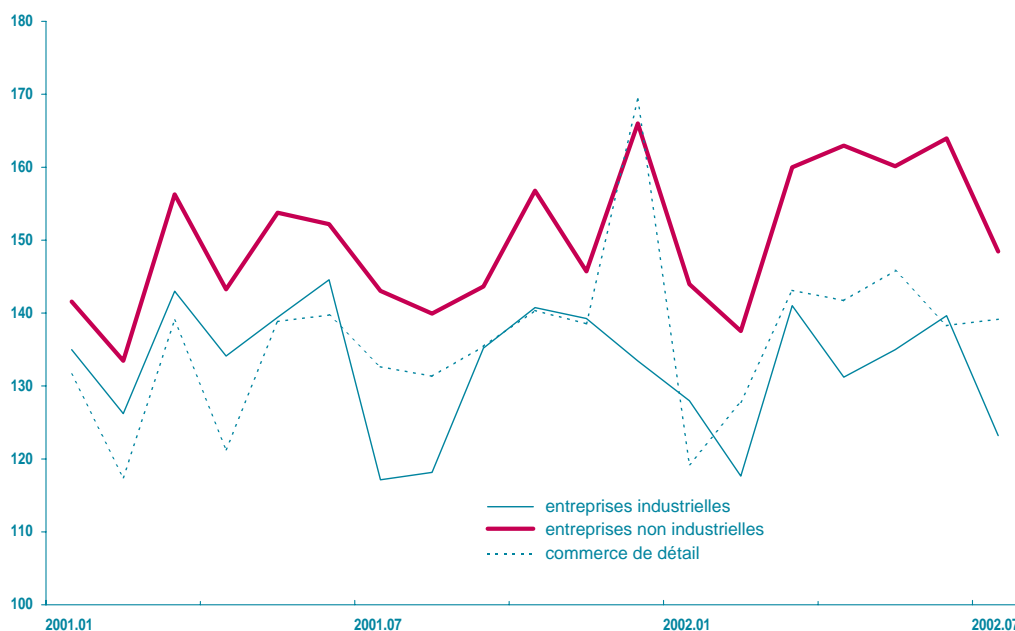
# Chapitre 1 : Conjoncture

## Intensité de l'activité des entreprises et du commerce

Après une reprise en début d'année, le chiffre d'affaires des entreprises a stagné avant de s'orienter à la baisse. En 2002, la production industrielle a manifesté un mouvement de reprise, qui s'estompe en fin d'année.

→ **1. Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail, les entreprises de service et l'ensemble des entreprises**

Source : INS - Indice du chiffre d'affaires selon les déclarations à la TVA (Indice 100 = année 1995) – Calculs : SES



→ **2. Evolution de la production industrielle**

Source : INS - Indice de la production en jours ouvrables : variation en pourcentage par rapport au même mois de l'année précédente – Calculs : SES







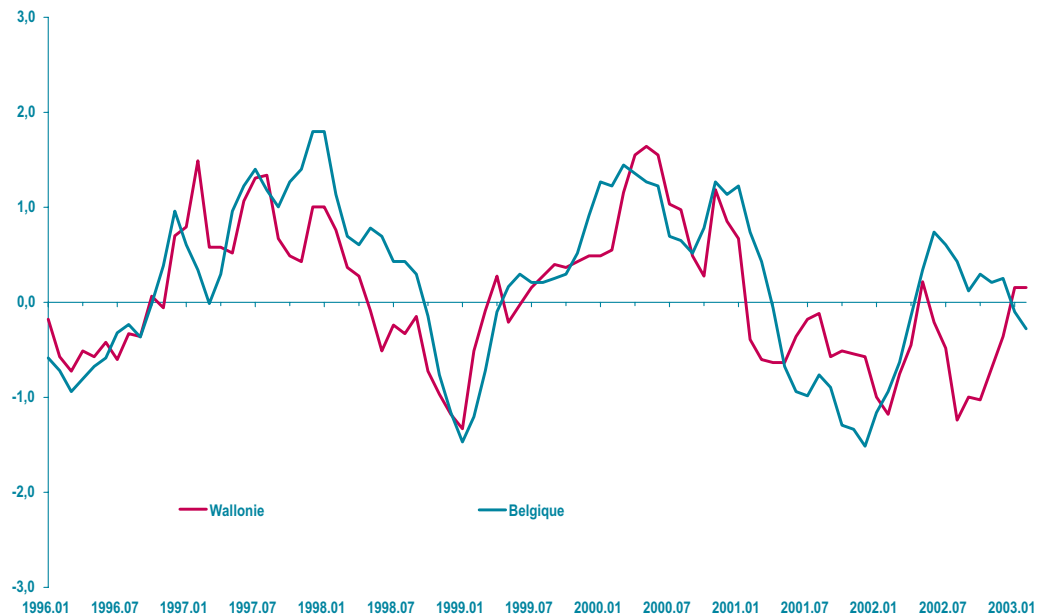
## Chapitre 1 : Conjoncture

### Intensité de l'activité des entreprises manufacturières et état des stocks

**Depuis l'automne 2002, les chefs d'entreprise jugent leur rythme d'activité en hausse et leurs stocks de plus en plus élevés.**

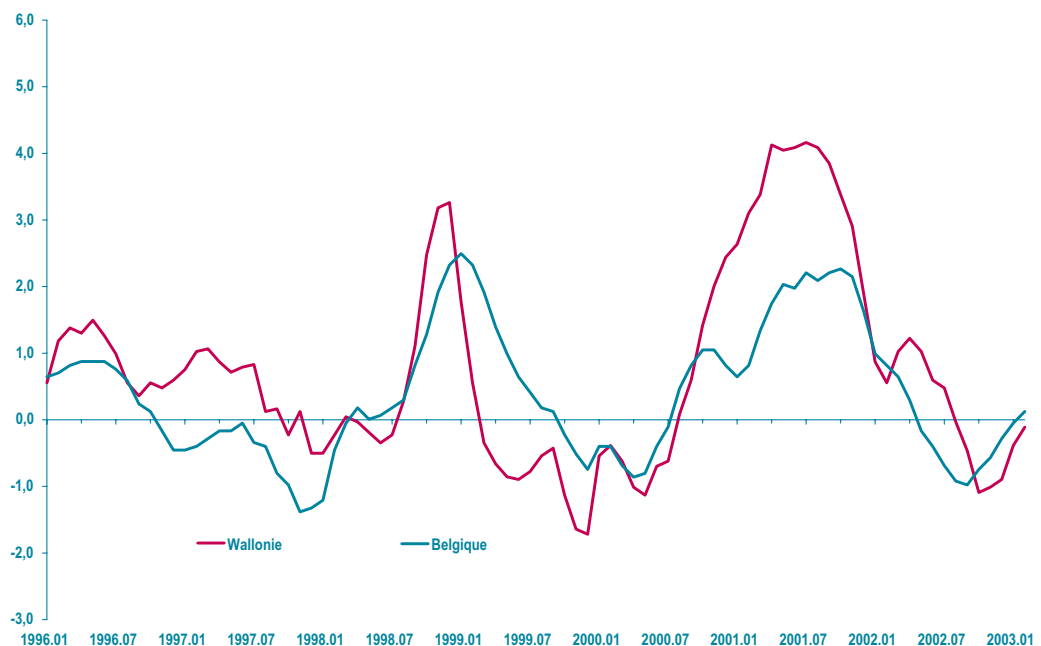
→ **3. Appréciation du rythme de l'activité des entreprises manufacturières**

Source : Enquête de conjoncture BNB auprès des entreprises – Calculs : SES - Données lissées 3 mois - Variation autour de la moyenne de l'indicateur calculée sur la période de 1990 à 2000



→ **4. Appréciation des stocks de produits finis de l'industrie manufacturière**

Source : Enquête de conjoncture BNB auprès des entreprises – Calculs : SES - Données lissées 3 mois - Variation autour de la moyenne de l'indicateur calculée sur la période de 1990 à 2000



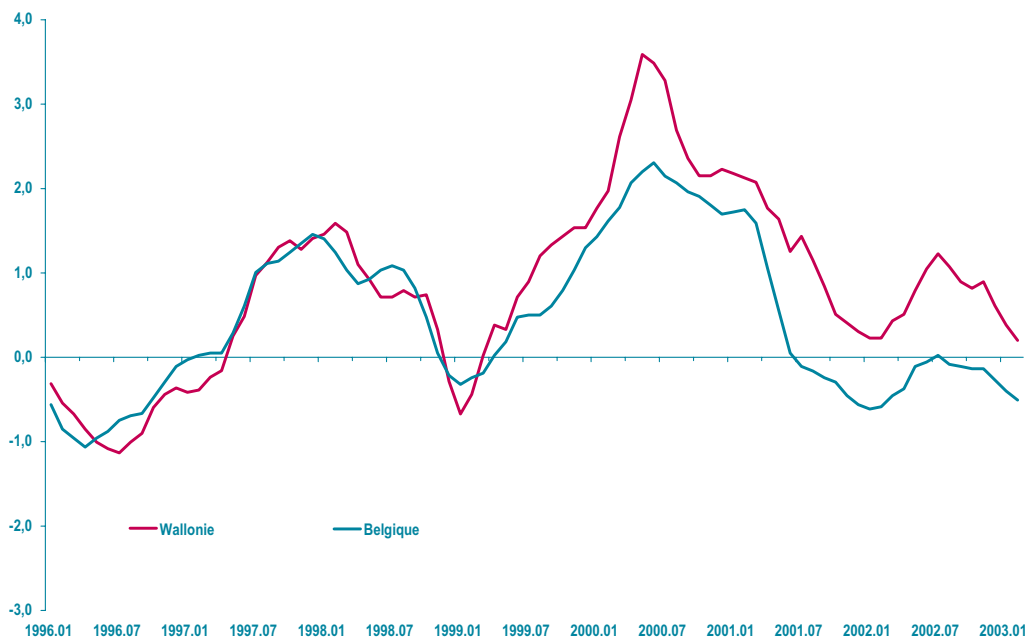
## Chapitre 1 : Conjoncture

### Carnets de commandes

**On observe un ralentissement dans les entrées des commandes adressées aux industries manufacturières.**

→ **5. Appréciation des carnets de l'ensemble des commandes**

Source : Enquête de conjoncture BNB – Calculs : SES - Données lissées 3 mois - Variation autour de la moyenne de l'indicateur calculée sur la période de 1990 à 2000





# Chapitre 1 : Conjoncture

## Consommation des ménages

**La reprise de confiance des ménages a marqué le pas au second semestre 2002. Elle s'est traduite par une stagnation du commerce de détail, qui avait connu une reprise plus dynamique au premier trimestre.**

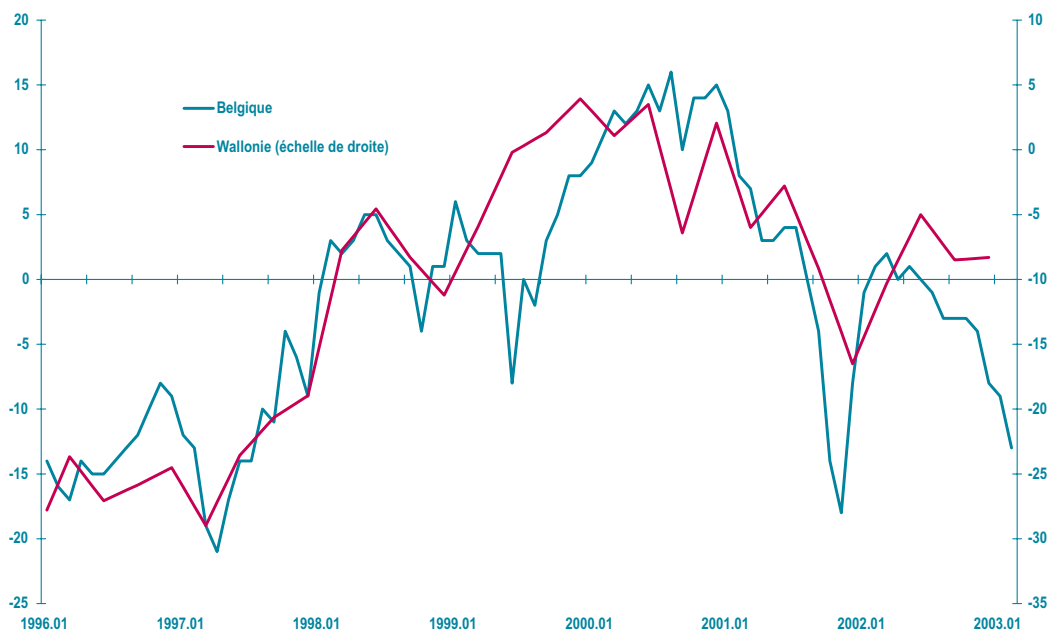
→ **6. Evolution du chiffre d'affaires du commerce de détail**

Source : INS - Indice du chiffre d'affaires selon les déclarations à la TVA (Indice 100 = année 1995) – Calculs : SES



→ **7. Indicateur de confiance des ménages**

Source : BNB (Belgique) - SES (Wallonie) – Calculs : SES





# Chapitre 1 : Conjoncture

## Investissements des ménages et des entreprises

**Les investissements des ménages et des entreprises manquent de vigueur.**

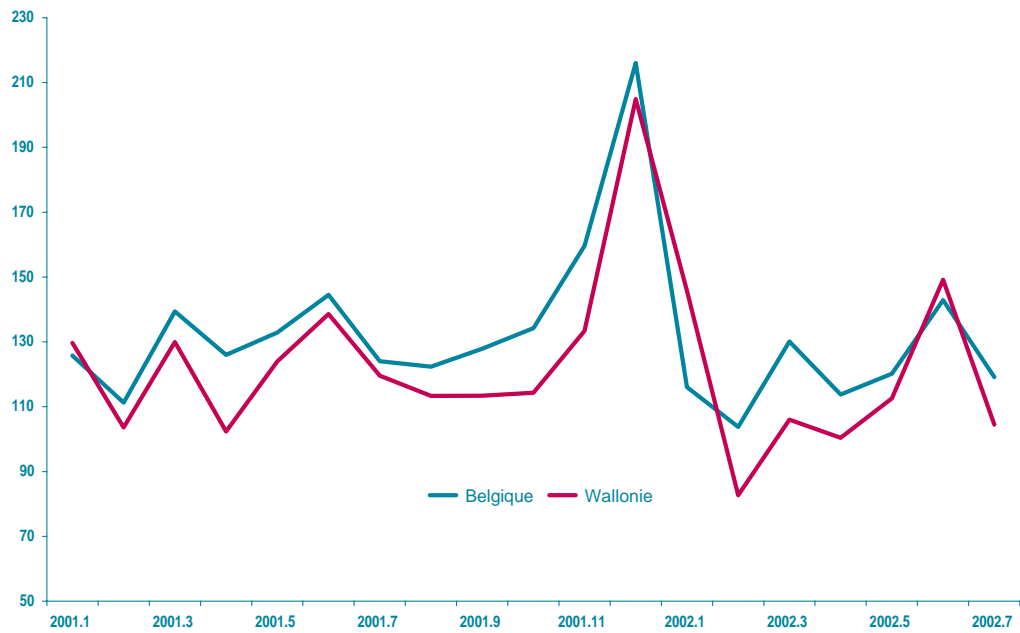
→ **8. Demandes de permis de bâtir**

Source : INS – Calculs : SES. Variations à un an d'écart. Données lissées 3 mois



→ **9. Investissements des entreprises**

Source : INS – Calculs : SES. Investissements selon les indices de la TVA (Indice 100 = année 1995)





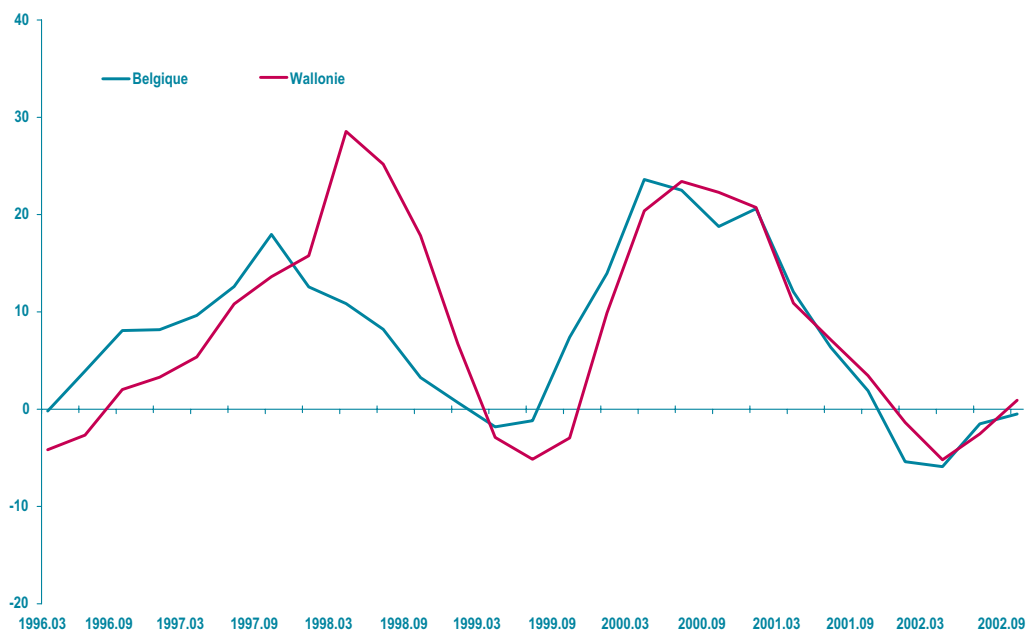
# Chapitre 1 : Conjoncture

## Exportations

**Le mouvement de reprise des exportations semble fragile. Cependant, les carnets de commandes s'orientent à la hausse, après un ralentissement.**

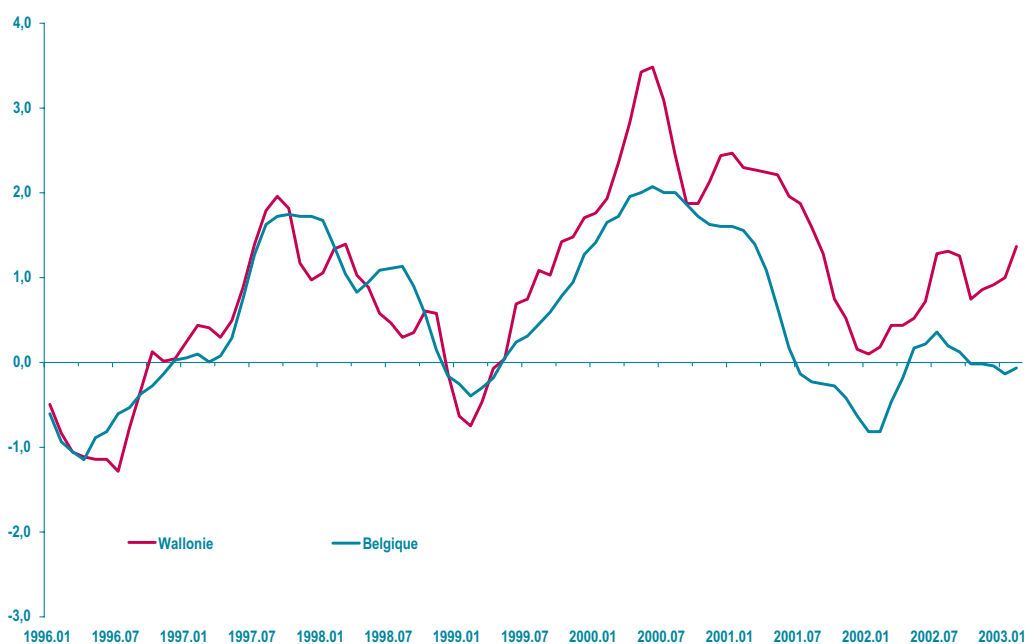
→ **10. Evolution des exportations de marchandises**

Source : ICN – Calculs : SES. Variations en % à un an d'écart



→ **11. Appréciation des carnets de commandes à l'exportation**

Source : Enquête de conjoncture BNB – Calculs : SES - Données lissées 3 mois - Variation autour de la moyenne de l'indicateur calculée sur la période de 1990 à 2000





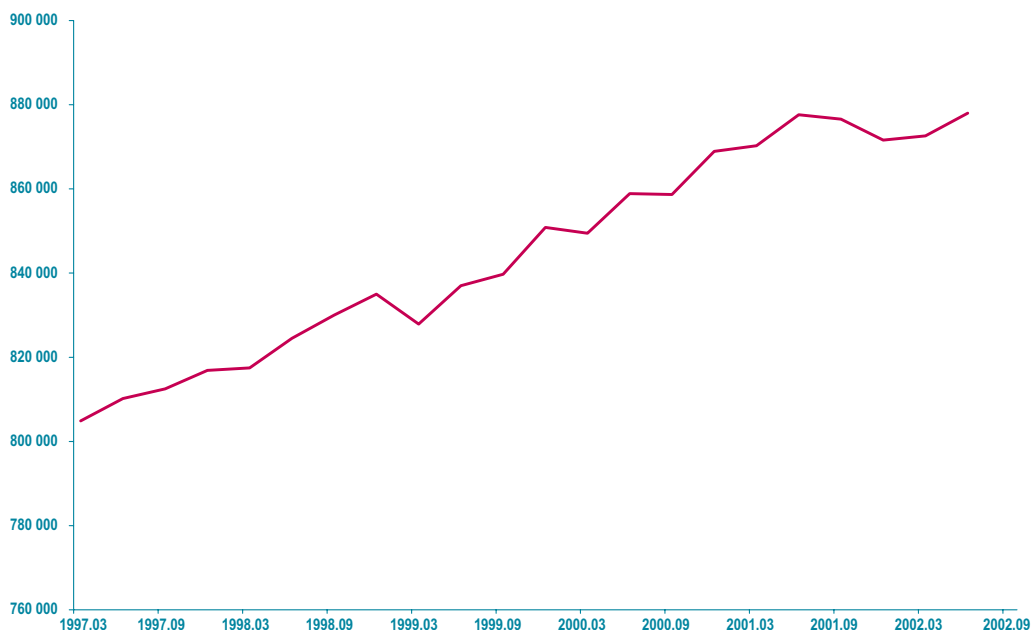
# Chapitre 1 : Conjoncture

## Emploi

Une reprise de l'emploi s'est amorcée au cours du premier semestre 2002. L'indicateur de tension montre une progression des emplois vacants au cours du second semestre, ce qui permet de penser que l'évolution de l'emploi reste bien orientée.

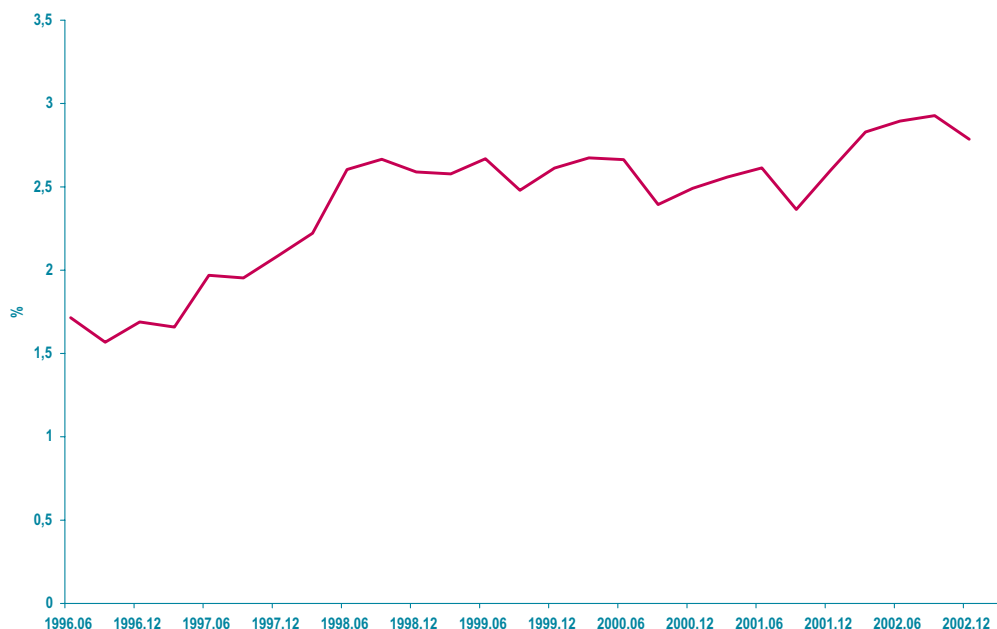
### → 12. Evolution de l'emploi salarié

Source : ONSS : évolution du nombre de travailleurs occupés comptabilisés au lieu de résidence principale du travailleur



### → 13. Tension sur le marché du travail

Source : Forem – Calculs : SES. L'indicateur de tension du marché du travail représente l'intensité de l'offre d'emplois par rapport à la demande d'emplois. Il est mesuré par le nombre d'emplois vacants notifiés au Forem pour 100 demandeurs d'emploi (DEI) au cours du trimestre. Les emplois vacants comprennent les offres d'emplois en suspens à la fin du trimestre précédent et les offres notifiées au Forem au cours du trimestre, dont on soustrait les offres annulées en cours de trimestre. Une partie de la hausse de l'indicateur observée à partir du dernier trimestre 2001 est imputable à la modification du comptage des DEI intervenue en novembre 2001





# Chapitre 1 : Conjoncture

## Chômage

**On observe une croissance moins rapide du chômage en Wallonie que dans l'ensemble de la Belgique.**

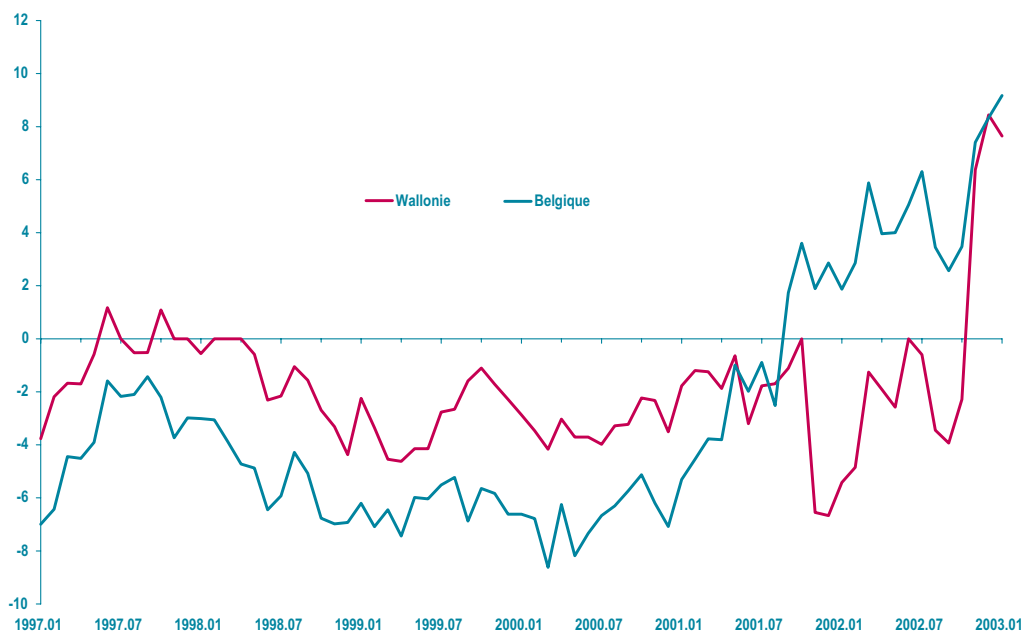
→ **14. Taux de chômage**

Sources : Forem, Ministère de l'emploi et du travail – Calculs : SES. Le taux de chômage, en %, est calculé en divisant le nombre de DEI (demandeurs d'emploi inoccupés) par la population active

	Wallonie			Belgique		
	hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
1996	14,5	22,8	18,2	10,5	17,5	17,5
1997	14,6	22,5	18,1	10,2	16,7	16,7
1998	14,3	22,1	17,8	9,7	15,7	15,7
1999	13,9	21,3	17,2	9,2	14,6	14,6
2000	13,2	20,9	16,7	8,6	13,7	13,7
2001	12,9	20,5	16,3	8,6	13,4	13,4
2002.01	12,7	19,3	15,7	9,0	13,2	10,9
2002.02	12,8	19,3	15,7	9,0	13,1	10,8
2002.03	12,7	19,3	15,7	9,0	13,0	10,8
2002.04	12,6	18,9	15,4	8,8	12,7	10,5
2002.05	12,3	18,7	15,1	8,6	12,6	10,4
2002.06	12,2	18,8	15,1	8,6	12,7	10,4
2002.07	13,1	20,7	16,5	9,7	14,4	11,8
2002.08	13,5	20,9	16,8	9,9	14,6	12,0
2002.09	13,8	21,3	17,1	9,9	14,5	12,0
2002.10	14,0	21,0	17,1	10,0	14,2	11,9
2002.11	13,6	20,4	16,7	9,8	14,0	11,6
2002.12	13,7	20,5	16,7	9,9	14,0	11,7
2003.01	14,0	20,6	16,9	10,0	14,2	11,9

→ **15. Taux de chômage à un an d'écart**

Source : Forem – Calculs : SES







## Chapitre 2

# Développement durable



Le produit intérieur brut est la somme des valeurs ajoutées créées sur un territoire donné, dans notre cas les régions. Il représente donc la capacité de ces régions à créer de la richesse, grâce aux travailleurs résidant sur leur territoire, mais aussi aux travailleurs venus d'autres régions (navetteurs).

Pour permettre les comparaisons de ce PIB entre régions, on le rapporte aux populations régionales. Ceci a pour effet de grossir le PIB des régions bénéficiant de soldes de navetteurs positifs importants (par exemple, la Région de Bruxelles-Capitale, mais aussi, en Europe, toutes les régions métropolitaines), par rapport aux PIB de régions où les soldes des navetteurs sont moins importants, voire négatifs.

Comparé à la moyenne européenne, conventionnellement dite équivalente à 100, le PIB par habitant wallon était de 77,7 en 1999 et était estimé à 78,2 en 2000, soit nettement moins que la Flandre et marginalement moins qu'une région de tradition industrielle de configuration économique plus proche de la Wallonie, comme le Nord-Pas-de-Calais.

Le passage de l'indice 82,5 en 1996 à 77,7 en 1999, pour la Wallonie, ne doit pas être interprété comme le résultat d'une contre-performance de la Wallonie par rapport aux autres régions européennes – on observe d'ailleurs un recul du même ordre de grandeur en Flandre. La raison en est une modification des méthodes de calcul.

Entre 1996 et 2002, la population wallonne s'est accrue de 43 992 unités, pour atteindre 3 358 560 personnes en 2002, dont 38,1% résident en province de Hainaut et 30,5% en province de Liège.

Des trois régions belges, la Wallonie est celle dont l'indice de vieillissement (rapport entre la population âgée de 60 ans et plus et la population âgée de 20 ans et plus) est le plus faible : 86,6, contre 93,3 pour l'ensemble de la Belgique, en 2002.

Par contre, son indice de dépendance (rapport entre la population de moins de 20 ans et de 60 et plus et la population de 20 à 59 ans), bien qu'en baisse tendancielle, reste le plus élevé du Royaume : 85,4 en 2002, contre 82,4 pour la Belgique.



## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Démographie

La Wallonie représente 33,6% de la population belge, qui compte 10 309 725 habitants au premier janvier 2002. Au cours de ces dernières années, la population wallonne enregistre une augmentation, en grande partie due aux migrations.

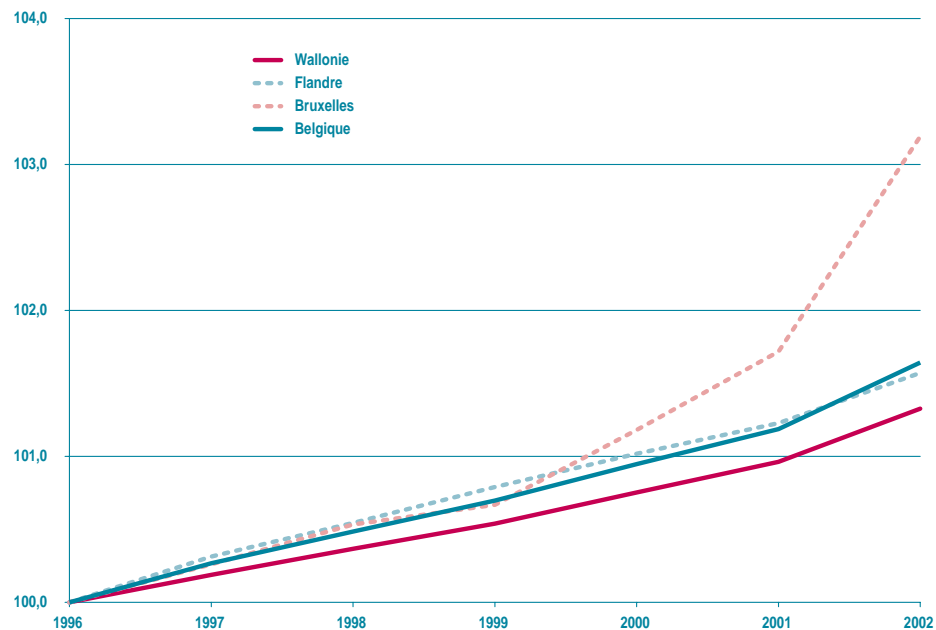
→ **16. Evolution de la population en Belgique et dans ses régions**

Source : INS - Calculs : SES



→ **17. Evolution comparée de la population en Belgique et dans ses régions**

Source : INS - Calculs : SES



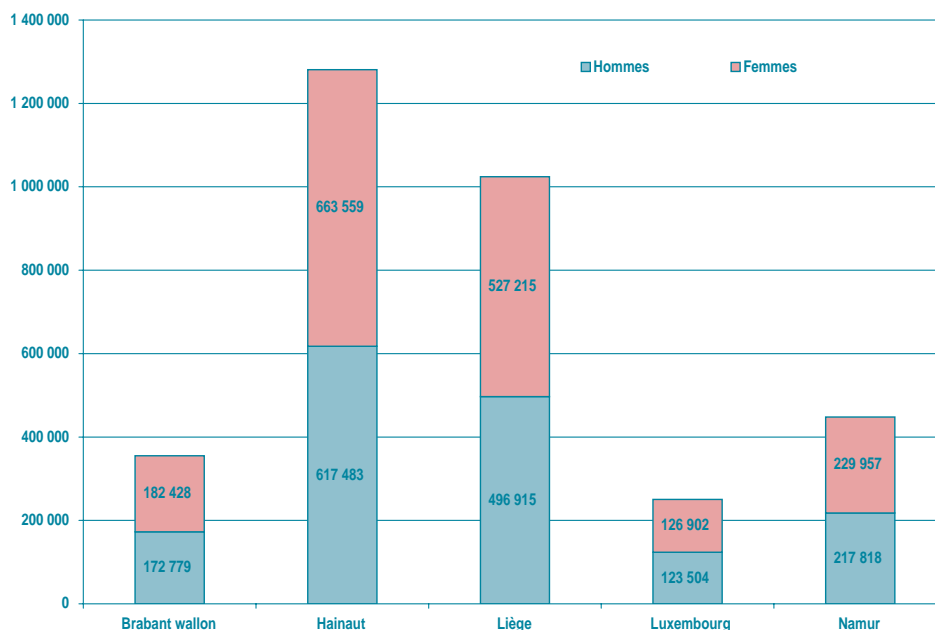


## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Démographie

#### → 18. La population wallonne par province en 2002

Source : INS - Calculs : SES



#### → 19. Mouvements de population en Wallonie

Source : INS - Calculs : SES

Année		1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Naissances</b>	Nombre	38 497	38 542	38 326	38 322	39 380	38 992
<b>Décès</b>		36 919	36 769	37 127	36 940	37 188	36 750
<b>Solde naturel</b>		1 578	1 773	1 199	1 382	2 192	2 242
<b>Solde migratoire</b>		3 887	2 891	4 628	5 887	4 849	9 783
<b>Ajustement statistique</b>		772	1238	-80	-207	-100	78
<b>Naissances</b>	Pour 1 000 hab.	11,6	11,6	11,5	11,5	11,8	11,6
<b>Décès</b>		11,1	11,1	11,2	11,1	11,1	11,0
<b>Solde naturel</b>		0,5	0,5	0,4	0,4	0,7	0,7
<b>Solde migratoire</b>		1,2	0,9	1,4	1,8	1,5	2,9
<b>Ajustement statistique</b>		0,2	0,4	0,0	-0,1	0,0	0,0

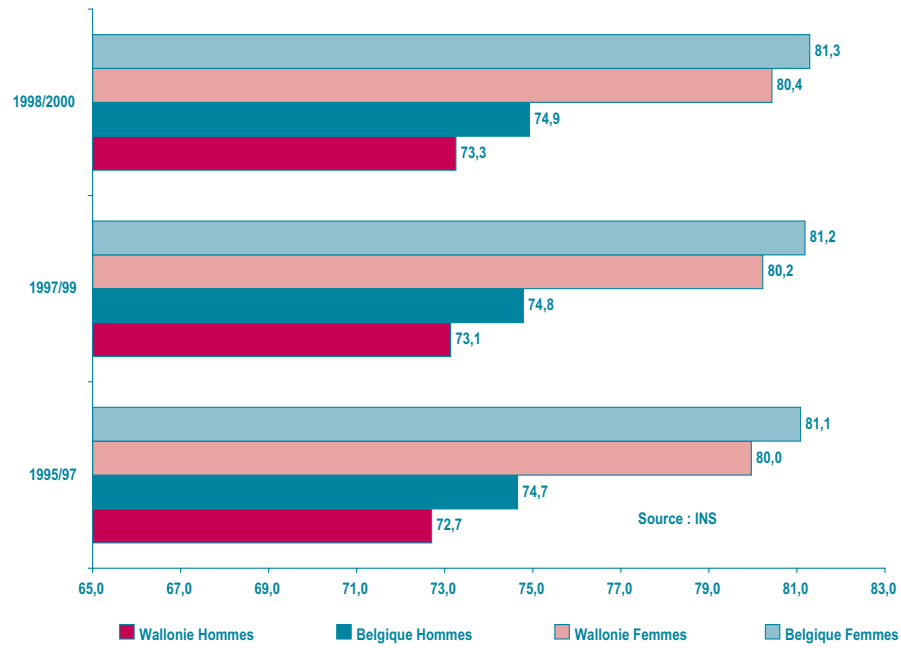


## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Démographie

→ **20. Espérance de vie à la naissance, comparaison Wallonie-Belgique**

Source : INS – Calculs : SES





## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Démographie

#### → 21. Indice de vieillissement de la population

Sources : INS – Bureau Fédéral du Plan.

Note : l'indice de vieillissement est le rapport entre la population des personnes âgées de 60 ans et plus et la population des personnes âgées de moins de 20 ans

	1996	2001	2002
<b>Wallonie</b>	86,5	87,1	86,6
<b>Flandre</b>	89,8	97,6	98,5
<b>Bruxelles</b>	96,1	89,2	86,6
<b>Belgique</b>	89,2	93,2	93,3

#### → 22. Indice de dépendance démographique de la population

Sources : INS – Bureau Fédéral du Plan.

Note : l'indice de dépendance représente le rapport entre la population de moins de 20 ans et de 60 ans et plus et la population dont l'âge est compris entre 20 et 59 ans

	1996	2001	2002
<b>Wallonie</b>	86,5	85,9	85,0
<b>Flandre</b>	81,5	82,2	81,6
<b>Bruxelles</b>	83,0	79,9	78,4
<b>Belgique</b>	83,3	83,2	82,4



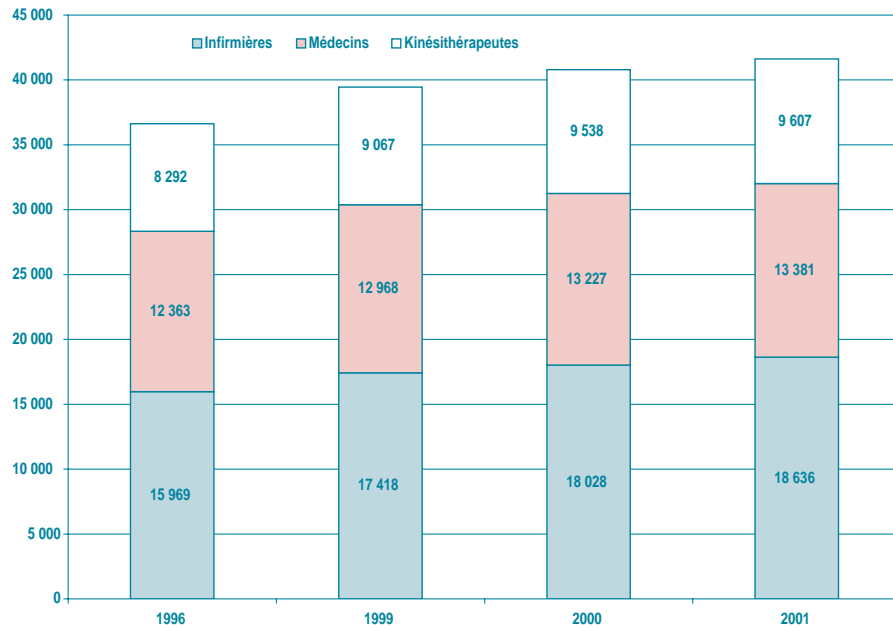
## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Santé et action sociale

Au cours de la période étudiée, l'évolution du nombre de médecins se différencie de celle des infirmières et des kinésithérapeutes : entre 1996 et 2001, le nombre de médecins a augmenté de 8%, contre un taux de croissance global d'environ 17% pour les infirmières et les kinésithérapeutes. Ceci reste difficilement interprétable dans la mesure où la législation diffère pour chacune de ces disciplines, de même qu'elle peut varier au cours du temps pour une même discipline (des contingentements peuvent être imposés).

→ **23. Evolution du nombre de dispensateurs de soins en Wallonie (au 31 décembre)<sup>1</sup>**

Source : INAMI et INS



→ **24. Nombre de dispensateurs de soins en Wallonie, en % du total en Belgique<sup>1</sup>**

Source : INAMI et INS - Calculs : SES

	1996	1999	2000	2001
<b>Infirmières</b>	31,7	32,4	32,5	32,7
<b>Médecins</b>	33,7	33,4	33,5	33,3
<b>Kinésithérapeutes</b>	34,1	34,8	35,3	35,1

→ **25. Nombre d'habitants par dispensateur de soins en Wallonie<sup>1</sup>**

Source : INAMI et INS - Calculs : SES

Note : le nombre de dispensateurs de soins étant répertorié au 31 décembre de l'année t, il est rapporté au nombre d'habitants répertoriés au 1er janvier de l'année t+1

	1996	1999	2000	2001
<b>Infirmières</b>	208	192	186	180
<b>Médecins</b>	269	258	253	251
<b>Kinésithérapeutes</b>	400	368	351	350

1. Parmi les dispensateurs de soins, n'ont été repris ici que les professions les plus représentées, à savoir, les infirmières (hors accoucheuses), les médecins et les kinésithérapeutes.



## Chapitre 2 : Développement durable > Société

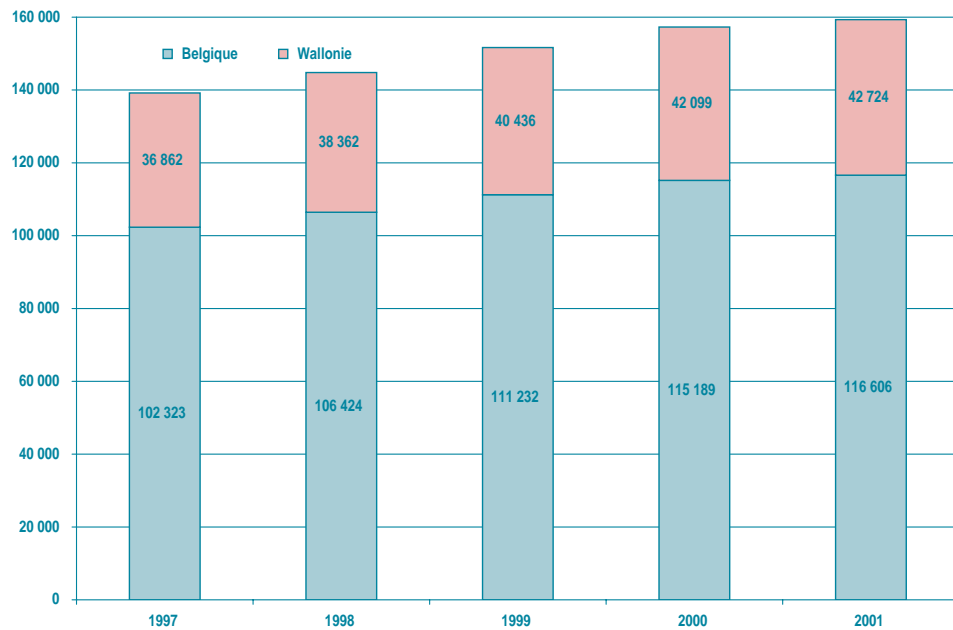
### Santé et action sociale

**En 2001, la proportion de personnes de 60 ans et plus hébergées en maison de repos était de 6% en Wallonie. Cette proportion est en augmentation constante sur la période 1996-2001. Elle reste systématiquement plus élevée que la proportion belge (5% en 2001) qui augmente pourtant chaque année également.**

→ **26. Nombre de pensionnaires de 60 ans et plus hébergés en maison de repos**

Source : INAMI

Note : les maisons de repos comprennent les maisons de repos pour personnes âgées (MRPA) et les maisons de repos et de soins (MRS)



→ **27. Nombre de places d'accueil de la petite enfance, dans le secteur officiel (crèches)**

Source : ONE, 2001

Brabant wallon	Hainaut	Liège	Luxembourg	Namur	Wallonie
719	1 653	1 301	171	489	4 333



## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Santé et action sociale

#### → 28. Evolution de la sécurité routière en Wallonie

Source : INS. Calculs : SES.

Note : 1. Un accident entre plus de deux véhicules est considéré comme un seul accident. 2. Est considérée comme gravement blessée toute personne blessée dans un accident de roulage dont l'état nécessite l'hospitalisation pour une durée supérieure à 24 heures.

	1996	1999	2000	2001	Variations 1996-2001 (en %)
<b>Accidents corporels <sup>1</sup></b>	<b>14 286</b>	<b>14 185</b>	<b>13 335</b>	<b>13 140</b>	<b>- 6,7</b>
<b>Victimes</b>	<b>20 772</b>	<b>20 705</b>	<b>19 519</b>	<b>19 155</b>	<b>- 6,0</b>
Décédés dans les 30 jours	538	541	555	601	3,2
Blessés graves <sup>2</sup>	3 816	3 478	3 318	3 040	- 13,1
Blessés légers	16 418	16 686	15 646	15 514	- 4,7
<b>Gravité (nombre de décès dans les 30 jours par 1 000 accidents)</b>	<b>37,7</b>	<b>38,1</b>	<b>41,6</b>	<b>45,7</b>	





## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Formation

Quatre chiffres illustrent l'accroissement du niveau de formation de la population wallonne : en 2001, 34,2% des personnes âgées de 25 à 49 ans avaient terminé le cycle secondaire supérieur et 28,3% le cycle supérieur. Parmi les personnes âgées de 50 et plus, les pourcentages correspondants sont 18,1% et 13,8%.

#### → 29. Répartition des Wallons selon le niveau du diplôme le plus élevé obtenu, par âge et par statut, 2001

Source : INS, EFT - Calculs : SES.

Note : les statuts – emploi, chômage et inactivité – sont définis selon les normes du Bureau international du travail

		Population en emploi (en%)	Population au chômage (en%)	Population inactive (en%)	Population totale (en%)
<b>25-49 ans</b>	Primaire ou sans diplôme	9,1	20,0	32,4	14,4
	Secondaire inférieur	21,1	28,4	28,2	23,0
	Secondaire supérieur	35,5	37,6	28,4	34,2
	Supérieur court	19,9	9,2	6,9	16,6
	Supérieur niveau universitaire	14,5	4,8	4,1	11,7
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>50 ans et plus</b>	Primaire ou sans diplôme	17,7	19,8	52,0	44,7
	Secondaire inférieur	22,2	20,2	23,6	23,3
	Secondaire supérieur	28,1	49,3	15,2	18,1
	Supérieur court	16,5	5,4	6,0	8,1
	Supérieur niveau universitaire	15,4	5,2	3,2	5,7
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

#### → 30. Répartition des Wallons selon le statut BIT, par âge et par niveau de diplôme le plus élevé obtenu, 2001

Source : INS, EFT - Calculs : SES.

Note : Les statuts – emploi, chômage et inactivité – sont définis selon les normes du Bureau international du travail

		Population en emploi (en%)	Population au chômage (en%)	Population inactive (en%)	Population totale
<b>25-49 ans</b>	Secondaire inférieur maximum	58,9	9,3	31,8	100,0
	Secondaire supérieur	75,8	7,9	16,3	100,0
	Supérieur	88,8	3,6	7,6	100,0
	<b>Total</b>	<b>73,2</b>	<b>7,2</b>	<b>19,6</b>	<b>100,0</b>
<b>50 ans et plus</b>	Secondaire inférieur maximum	12,2	0,4	87,4	100,0
	Secondaire supérieur	32,2	1,9	65,9	100,0
	Supérieur	47,7	0,5	51,7	100,0
	<b>Total</b>	<b>20,7</b>	<b>0,7</b>	<b>78,6</b>	<b>100,0</b>



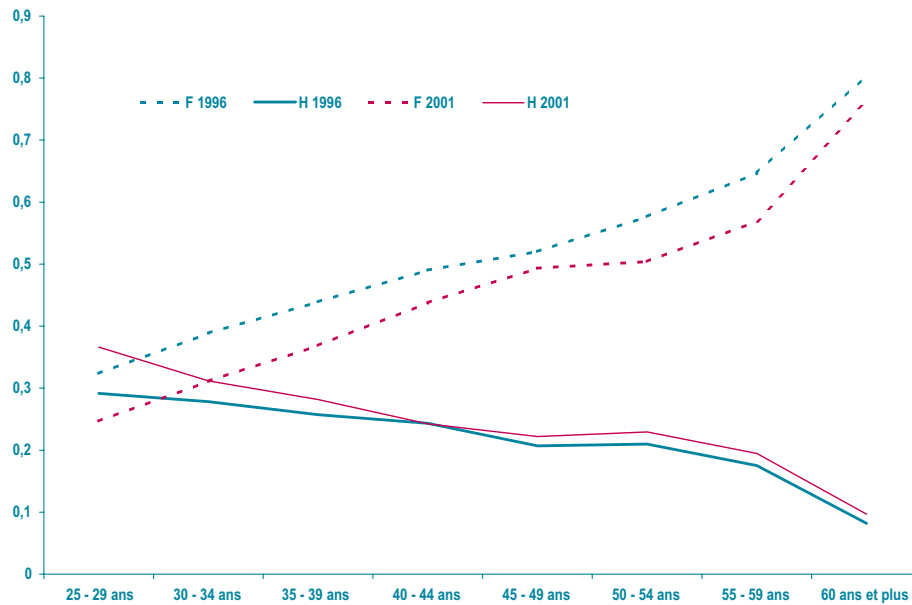
## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Formation

→ **31. Evolution du niveau d'éducation en Wallonie : niveau d'éducation par catégorie d'âge, comparaison 1996-2001**

Source : INS, EFT – Calculs : SES.

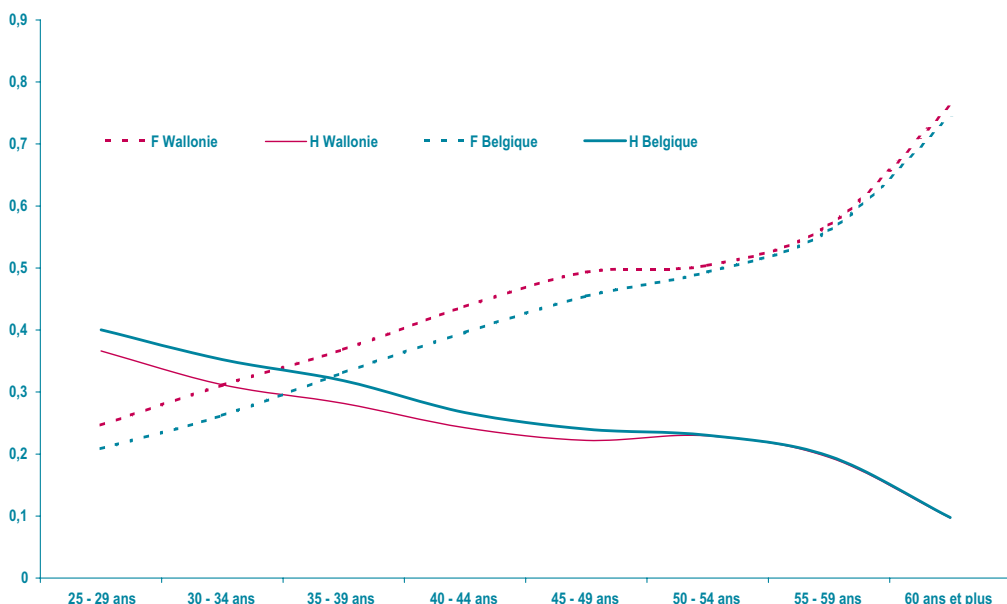
Note : deux niveaux d'éducation sont considérés : faible (F) – le niveau de diplôme le plus élevé obtenu correspond au certificat d'études primaires ou de l'enseignement secondaire inférieur -, et élevé (H) – diplôme de l'enseignement supérieur (universitaire ou non universitaire). L'indicateur F (H) représente, pour chaque catégorie d'âge, la proportion de personnes dont le niveau de diplôme correspond à F (H)



→ **32. Evolution du niveau d'éducation : niveau d'éducation par catégorie d'âge, comparaison Wallonie – Belgique, 2001**

Source : INS, EFT – Calculs : SES.

Note : deux niveaux d'éducation sont considérés : faible (F) – le niveau de diplôme le plus élevé obtenu correspond au certificat d'études primaires ou de l'enseignement secondaire inférieur -, et élevé (H) – diplôme de l'enseignement supérieur (universitaire ou non universitaire). L'indicateur F (H) représente, pour chaque catégorie d'âge, la proportion de personnes dont le niveau de diplôme correspond à F (H).





## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Formation

→ **33. Formation continue : participation des 25-64 ans selon le statut BIT, 2000**

Source : EFT-INS – Calculs : SES.

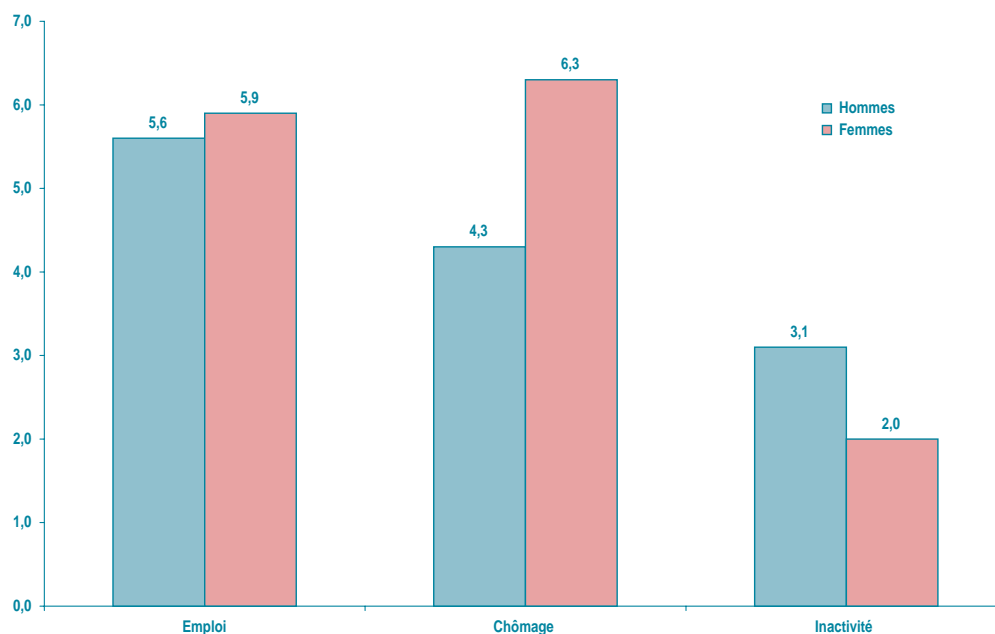
Note : les statuts – emploi, chômage et inactivité – sont définis selon les normes du Bureau international du travail

		Formation initiale	Formation professionnelle	Formation par intérêt personnel	Toutes formations
<b>Emploi</b>	Hommes	1 701	29 628	5 043	36 372
	Femmes	1 733	19 948	5 505	27 186
	<b>Total</b>	<b>3 434</b>	<b>49 576</b>	<b>10 547</b>	<b>63 557</b>
<b>Chômage</b>	Hommes	404	1 509	244	2 157
	Femmes	90	2 469	810	3 369
	<b>Total</b>	<b>493</b>	<b>3 978</b>	<b>1 055</b>	<b>5 526</b>
<b>Inactivité</b>	Hommes	3 282	1 181	0 899	5 362
	Femmes	1 183	2 756	3 240	7 179
	<b>Total</b>	<b>4 464</b>	<b>3 937</b>	<b>4 139</b>	<b>12 540</b>
<b>Total</b>	Hommes	5 386	32 318	6 186	43 890
	Femmes	3 005	25 173	9 555	37 733
	<b>Total</b>	<b>8 392</b>	<b>57 491</b>	<b>15 741</b>	<b>81 624</b>

→ **34. Formation continue : taux de participation des 25-64 ans selon le statut BIT, 2000**

Source : EFT-INS – Calculs : SES.

Note : les statuts – emploi, chômage et inactivité – sont définis selon les normes du Bureau international du travail





## Chapitre 2 : Développement durable > Société

### Logement

L'accroissement du nombre de permis de bâtir contribue à l'expansion du parc de logements. Entre 1998 et 2002, le nombre de logements en Wallonie passe de 1 423 268 à 1 482 262, soit une augmentation de 4%.

→ **35. Nombre de permis de bâtir octroyés en Région wallonne**

Source : INS

	1996	1999	2000	2001
<b>Nombre de bâtiments</b>	9 874	10 081	8 914	7 912
<b>Nombre de bâtiments avec logements</b>	9 361	9 541	8 442	7 448
<b>Nombre de logements</b>	13 385	13 771	11 755	11 157



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Produit intérieur brut

Les données officielles des PIB régionaux ne sont disponibles que jusque l'année 1999. Selon les estimations de Eurostat, le PIB wallon aurait crû de +7% en valeur nominale (parité de pouvoir d'achat) en 2000, soit 0,5 point de pourcentage de plus que la moyenne européenne.

#### → 36. Evolution comparée du PIB (en parité de pouvoir d'achat) : variations annuelles en %

Source : Eurostat - REGIO

	1996	1999	2000
<b>Wallonie</b>	3,4	-0,1	7,0
<b>Flandre</b>	3,4	1,3	7,0
<b>Nord-Pas-Calais</b>	2,6	6,5	6,6
<b>UE15</b>	5,0	5,2	6,5

#### → 37. Evolution comparée du PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat)

Source : Eurostat - REGIO

	1996	1999	2000
<b>En euros</b>			
<b>Wallonie</b>	15 255,3	16 526,5	17 645,7
<b>Flandre</b>	20 163,6	22 294,6	23 796,4
<b>Nord-Pas-Calais</b>	14 883,3	16 996,2	18 026,7
<b>UE15</b>	18 482,2	21 279,3	22 576,4
<b>Variations annuelles en %</b>			
<b>Wallonie</b>	3,3	-0,2	6,8
<b>Flandre</b>	3,2	1,1	6,7
<b>Nord-Pas-Calais</b>	2,5	6,4	6,1
<b>UE15</b>	4,8	4,9	6,1
<b>Indices UE15=100</b>			
<b>Wallonie</b>	82,5	77,7	78,2
<b>Flandre</b>	109,1	104,8	105,4
<b>Nord-Pas-Calais</b>	80,5	79,9	79,8
<b>UE15</b>	100,0	100,0	100,0



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Produit intérieur brut

#### → 38. Evolution comparée du PIB par habitant dans les provinces wallonnes

Source : Eurostat - Regio – Calculs : SES

	1996	1999	2000
En euros			
Brabant Wallon	18 553,8	21 221,7	23 127,0
Hainaut	13 838,9	14 771,4	15 942,7
Liège	16 138,6	17 319,6	18 335,5
Luxembourg	15 238,2	16 501,9	17 281,2
Namur	14 808,5	16 106,1	16 882,5
<b>Région wallonne</b>	<b>15 255,3</b>	<b>16 526,5</b>	<b>17 645,7</b>
Variations annuelles en %			
Brabant Wallon	3,0	1,5	9,0
Hainaut	3,1	-0,2	7,9
Liège	3,1	-1,2	5,9
Luxembourg	2,7	-0,3	4,7
Namur	4,6	0,4	4,8
<b>Région wallonne</b>	<b>3,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>6,8</b>
Indices (Région wallonne = 100)			
Brabant Wallon	121,6	128,4	131,1
Hainaut	90,7	89,4	90,3
Liège	105,8	104,8	103,9
Luxembourg	99,9	99,9	97,9
Namur	97,1	97,5	95,7
<b>Région wallonne</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

**Entre 1996 et 2001, le taux d'activité des Wallons a progressé de 0,7 point de pourcentage et le taux d'emploi de 3,3 points de pourcentage. Parallèlement, le taux de chômage reculait de 4,3 points de pourcentage.**

#### → 39. Evolution des taux d'activité, taux d'emploi et taux de chômage. Population des 15-64 ans

Source : EFT, INS - Calculs : SES.

Note : les statuts – emploi, chômage et inactivité – sont définis selon les normes du Bureau international du travail. Le taux d'activité est le rapport entre la population active et la population en âge d'activité. Le taux d'emploi est le rapport entre la population active occupée (emploi) et la population en âge d'activité. Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active

		1996	1999	2000	2001
<b>Taux d'activité</b>	Hommes	70,1	71,7	71,5	71,1
	Femmes	51,4	53,8	53,2	51,8
	Total	60,8	62,8	62,4	61,5
<b>Taux d'emploi</b>	Hommes	62,0	64,4	65,5	64,9
	Femmes	42,2	45,2	46,4	45,8
	Total	52,1	54,8	55,9	55,4
<b>Taux de chômage</b>	Hommes	11,6	10,1	8,5	8,7
	Femmes	17,8	16,0	12,8	11,7
	Total	14,2	12,7	10,3	9,9

#### → 40. Evolution du taux d'emploi selon le genre et l'âge

Source : EFT, INS - Calculs : SES.

Note : les statuts – emploi, chômage et inactivité – sont définis selon les normes du Bureau international du travail

		1996	1999	2000	2001
<b>15-24 ans</b>	Hommes	23,5	25,2	28,2	27,9
	Femmes	16,6	18,0	18,7	19,4
	Total	20,1	21,7	23,6	23,7
<b>25-49 ans</b>	Hommes	82,4	84,1	84,6	83,7
	Femmes	60,2	62,6	63,9	62,5
	Total	71,4	73,4	74,4	73,2
<b>50-64 ans</b>	Hommes	44,8	49,8	50,8	51,5
	Femmes	21,0	26,8	28,4	29,1
	Total	32,5	38,0	39,4	40,1

## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

#### → 41. Evolution du taux de chômage selon le genre et l'âge

Source : EFT, INS - Calculs : SES.

Note : les statuts - emploi, chômage et inactivité - sont définis selon les normes du Bureau international du travail

		1996	1999	2000	2001
<b>15-24 ans</b>	Hommes	28,9	28,1	21,1	25,8
	Femmes	39,5	38,9	34,5	31,7
	Total	33,6	33,0	27,0	28,3
<b>25-49 ans</b>	Hommes	10,6	9,0	7,7	7,6
	Femmes	16,5	14,2	11,6	10,7
	Total	13,1	11,3	9,4	9,0
<b>50-64 ans</b>	Hommes	5,8	5,0	4,9	3,5
	Femmes	6,8	8,7	4,3	3,0
	Total	6,2	6,4	4,7	3,3

#### → 42. Evolution comparée du taux d'emploi, population des 15 - 64 ans

Source : Eurostat - Statistiques régionales

		1996	1999	2000	2001
<b>Hommes</b>	Wallonie	62,0	65,2	66,8	64,8
	Flandre	70,7	69,9	72,7	71,7
	Nord-Pas-Calais	60,1	59,5	60,7	64,0
	UE15	69,7	72,0	72,8	73,5
<b>Femmes</b>	Wallonie	42,2	44,8	46,7	46,1
	Flandre	47,5	53,7	55,4	54,0
	Nord-Pas-Calais	40,6	41,0	42,7	44,1
	UE15	50,0	52,8	53,9	55,1
<b>Total</b>	Wallonie	52,1	55,0	56,7	55,4
	Flandre	59,2	61,9	64,2	62,9
	Nord-Pas-Calais	50,1	50,2	51,8	54,0
	UE15	59,9	62,4	63,3	64,3





## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

Depuis 1996, l'emploi du secteur privé a progressé de plus de 10% et l'emploi public de 5,7%. Les secteurs 'immobilier et services aux entreprises', 'santé et action sociale' et 'services collectifs, sociaux et personnels' affichent une croissance particulièrement élevée, tant dans le privé que dans le public.

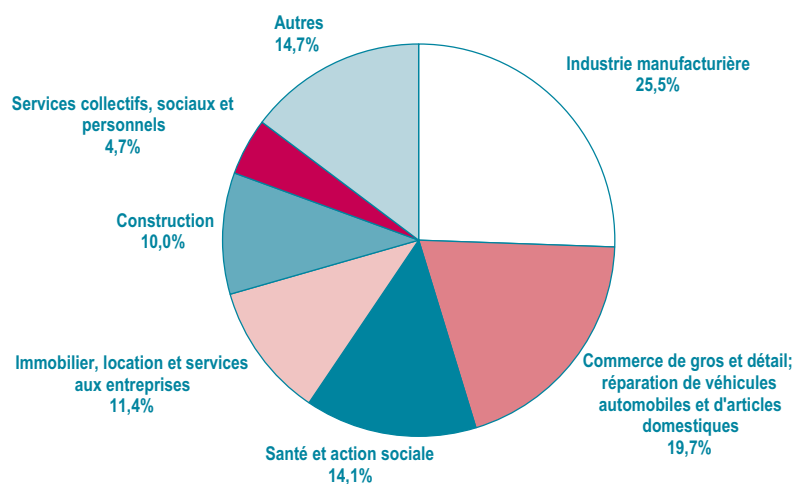
→ **43. Répartition sectorielle de l'emploi salarié, secteur privé**

Source : ONSS - Calculs : SES

Activité	1996			2001			Evolution 1996-2001 Variation en % Total
	Hommes	Nombre Femmes	Total	Hommes	Nombre Femmes	Total	
Agriculture, chasse et sylviculture	3 078	535	3 613	3 717	791	4 508	24,8
Pêche	86	19	105	78	18	96	-8,6
Industries extractives	3 494	210	3 704	2 512	163	2 675	-27,8
Industrie manufacturière	117 263	25 522	142 785	115 442	26 370	141 812	-0,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4 423	473	4 896	3 849	585	4 434	-9,4
Construction	46 796	2 088	48 884	52 983	2 459	55 442	13,4
Commerce de gros et détail; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	51 398	49 090	100 488	54 925	54 787	109 712	9,2
Hôtels et restaurants	9 892	11 045	20 937	10 794	12 247	23 041	10,0
Transports, entreposage et communications	13 799	2 184	15 983	20 296	3 835	24 131	51,0
Activités financières	8 827	8 502	17 329	8 039	9 439	17 478	0,9
Immobilier, location et services aux entreprises	28 387	24 502	52 889	33 965	29 298	63 263	19,6
Administration publique	1 574	2 745	4 319	1 465	2 815	4 280	-0,9
Education	-	-	-	-	-	-	-
Santé et action sociale	14 804	51 225	66 029	17 548	61 080	78 628	19,1
Services collectifs, sociaux et personnels	10 008	12 325	22 333	11 669	14 379	26 048	16,6
Services domestiques	379	630	1 009	396	558	954	-5,5
<b>Total</b>	<b>314 208</b>	<b>191 095</b>	<b>505 303</b>	<b>337 678</b>	<b>218 824</b>	<b>556 502</b>	<b>10,1</b>

→ **44. Répartition sectorielle de l'emploi salarié, secteur privé, 2001**

Source : ONSS - Calculs : SES





## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

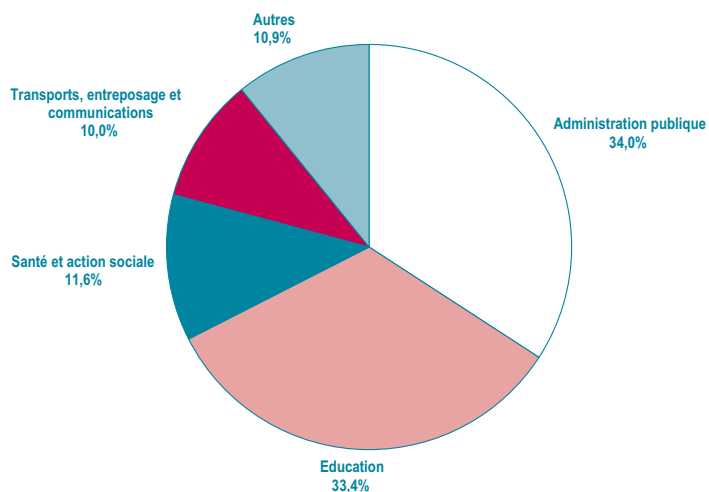
→ **45. Répartition sectorielle de l'emploi salarié, secteur public**

Source : ONSS - Calculs : SES

Activité	1996			2001			Evolution 1996-2001 Variation en % total
	Hommes	Nombre Femmes	Total	Hommes	Nombre Femmes	Total	
Agriculture, chasse et sylviculture	0	0	0	0	0	0	
Pêche	0	0	0	0	0	0	
Industries extractives	25	1	26	20	2	22	-15,4
Industrie manufacturière	1 563	35	1 598	2 687	47	2 734	71,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4 220	571	4 791	3 671	646	4 317	-9,9
Construction	4 050	52	4 102	3 837	84	3 921	-4,4
Commerce de gros et détail; réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	0	14	14	0	0	0	-100,0
Hôtels et restaurants	103	298	401	114	313	427	6,5
Transports, entreposage et communications	30 582	6 785	37 367	27 272	6 978	34 250	-8,3
Activités financières	595	447	1 042	547	417	964	-7,5
Immobilier, location et services aux entreprises	2 684	2 779	5 463	3 119	3 582	6 701	22,7
Administration publique	58 211	33 955	92 166	67 285	49 270	116 555	26,5
Education	45 121	79 837	124 958	38 483	76 062	114 545	-8,3
Santé et action sociale	6 256	27 780	34 036	7 654	32 022	39 676	16,6
Services collectifs, sociaux et personnels	6 051	1 904	7 955	5 869	2 729	8 598	8,1
Services domestiques	-	-	-	-	-	-	
Organismes extra-territoriaux	326	76	402	310	99	409	1,7
Activités mal définies	2 945	6 579	9 524	2 807	6 539	9 346	-1,9
<b>Total</b>	<b>162 732</b>	<b>161 113</b>	<b>323 845</b>	<b>163 675</b>	<b>178 790</b>	<b>342 465</b>	<b>5,7</b>

→ **46. Répartition sectorielle de l'emploi salarié, secteur public, 2001**

Source : ONSS - Calculs : SES





## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

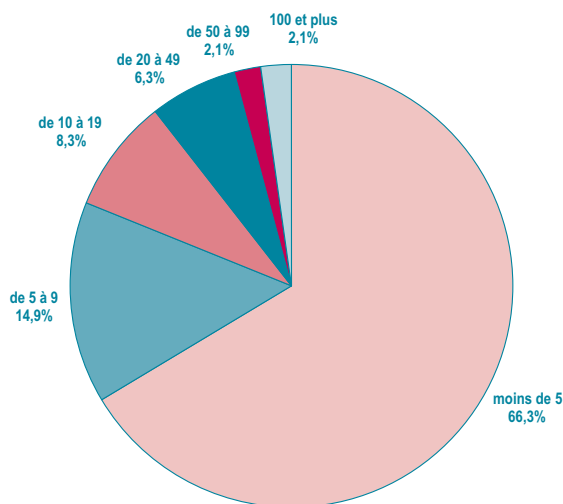
### Emploi

**Une concentration d'établissements de très petite taille : en 2001, plus de 80% des 73 177 établissements répartis sur le territoire wallon comptaient moins de 10 salariés. Mais près de la moitié des salariés étaient occupés dans des établissements de plus de 100 personnes.**

→ **47. Répartition des établissements selon la taille, 2001**

Source : ONSS décentralisé, situation au 30 juin – Calculs : SES.

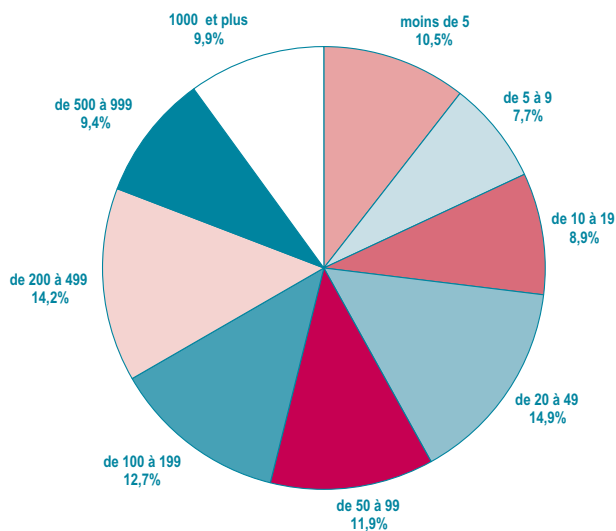
Note : la taille est exprimée en nombre de postes de travail salarié. L'établissement est une unité d'exploitation exerçant une seule activité (saisie par un code NACE) dans un lieu donné (la commune). Lorsqu'une entreprise exerce son activité en plusieurs implantations dans une même commune, on répertorie autant d'établissements qu'il y a d'activités différentes.



→ **48. Répartition des salariés selon la taille des établissements, 2001**

Source : ONSS décentralisé, situation au 30 juin – Calculs : SES.

Note : la taille est exprimée en nombre de postes de travail salarié



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

#### → 49. Evolution comparée de l'emploi dans les secteurs de hautes technologies

Source : Eurostat – REGIO

	1996	1999	2000	2001
<b>Nombre d'emplois</b>				
Flandre	288 247	282 558	307 674	301 545
Wallonie	96 809	108 766	98 643	104 475
Nord-Pas-Calais	106 475	120 687	127 42	129 850
<b>En proportion de l'emploi total (en %)</b>				
Flandre	12,3	11,5	12,1	12,1
Wallonie	8,6	9,1	8,0	8,6
Nord-Pas-Calais	8,6	9,0	9,0	9,1

#### → 50. Evolution de l'emploi indépendant selon le régime d'activité

Source : INASTI - Calculs : SES

		1996	1999	2000	2001
<b>Activité principale</b>	Hommes	116 059	114 975	113 643	111 894
	Femmes	47 503	48 422	48 677	48 157
	Total	163 562	163 397	162 320	160 051
<b>Activité complémentaire</b>	Hommes	30 851	32 535	33 278	33 915
	Femmes	7 722	9 242	9 971	10 531
	Total	38 573	41 777	43 249	44 446
<b>Actifs après l'âge de la pension</b>	Hommes	13 469	13 424	13 283	13 158
	Femmes	7 564	6 298	5 895	5 534
	Total	21 033	19 722	19 178	18 692
<b>Catégorie de cotisants non connue</b>	Hommes	-	-	5	3
	Femmes	-	-	0	4
	Total	-	-	5	7
<b>Total</b>		<b>223 168</b>	<b>224 896</b>	<b>224 752</b>	<b>223 196</b>



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

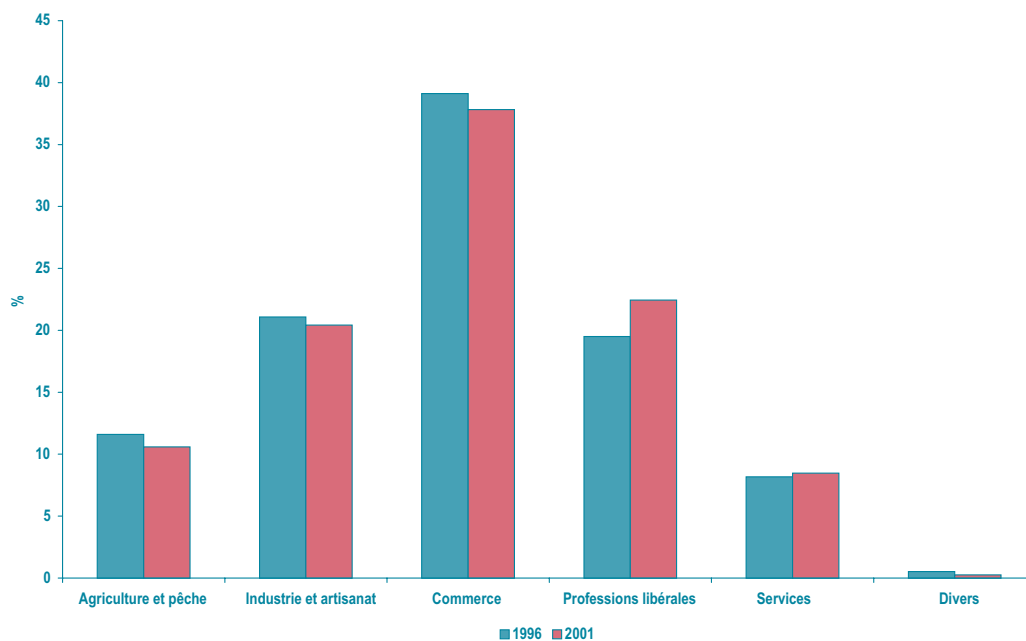
→ **51. L'emploi indépendant par secteur d'activités et genre, 2001**

Source : INASTI – Calculs : SES

	Agriculture et pêche	Industrie et artisanat	Commerce	Professions libérales	Services	Divers	Total
En nombre							
Hommes	19 280	40 596	57 614	30 457	10 569	454	158 970
Femmes	4 346	4 989	26 805	19 640	8 331	115	64 226
Total	23 626	45 585	84 419	50 097	18 900	569	223 196
En pourcentage							
Hommes	81,6	89,1	68,2	60,8	55,9	79,8	71,2
Femmes	18,4	10,9	31,8	39,2	44,1	20,2	28,8
Total	100	100	100	100	100	100	100

→ **52. Répartition de l'emploi indépendant par secteur d'activités, comparaison 1996-2001**

Source : INASTI – Calculs : SES



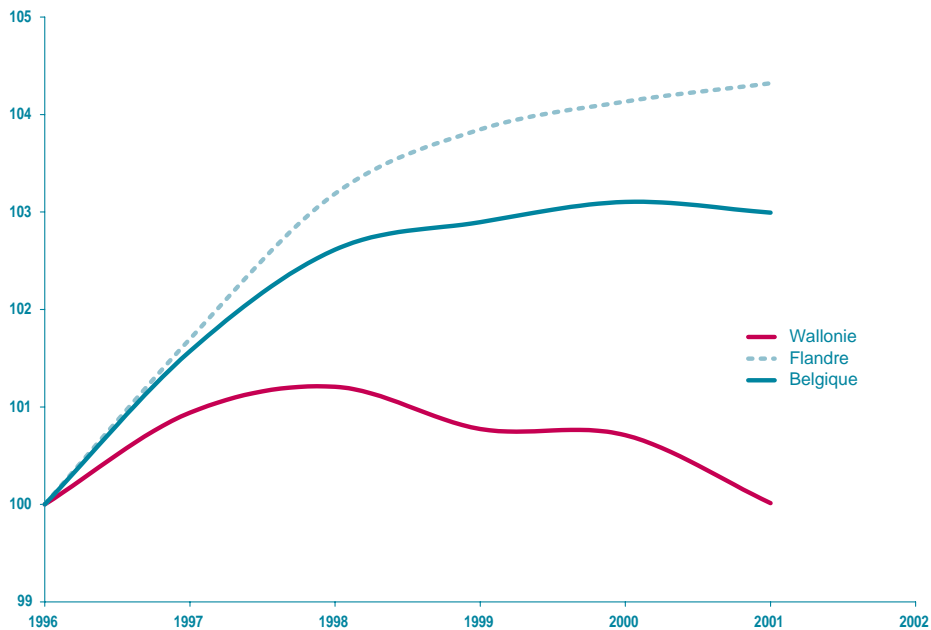


## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Emploi

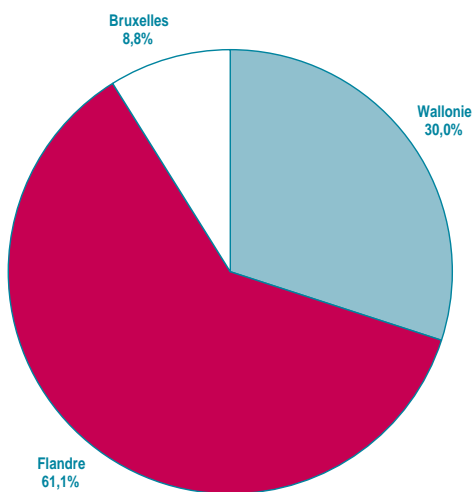
→ **53. Evolution comparée de l'emploi indépendant**

Source : INASTI - Calculs : SES



→ **54. Répartition des indépendants par région : 2001**

Source : INASTI - Calculs : SES





## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Création d'entreprises

Depuis 1996, on observe une progression continue du nombre d'entreprises commerciales en Wallonie. A raison d'un taux d'entrées nettes annuel d'environ 3%, on atteint 65 373 unités en 2001. Deux secteurs concentrent 55% des créations nettes d'entreprises commerciales : 'immobilier, location et services aux entreprises' et 'commerce de gros et détail et réparation'. Au cours de la période de 1997 à 2001, en raison de son dynamisme, le premier secteur se détache largement du second.

#### → 55. Création d'entreprises commerciales en Wallonie

Source : EURO DB - Calculs : SES

Note : 1. le taux d'entrée nette est le rapport entre la création nette d'entreprises au cours de l'année et le nombre d'entreprises à la fin de l'année précédente

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Création brute d'entreprises commerciales		3 685	3 908	3 906	4 040	3 882
Immigrations		-	-	1 529	882	684
Total entrées (A)		3 685	3 908	5 435	4 922	4 566
Disparitions		1 663	1 994	2 363	2 144	2 442
Emigrations		-	-	570	524	430
Total sorties (B)		1 663	1 994	2 933	2 668	2 872
<b>Création nette d'entreprises commerciales (A-B)</b>		2 022	1 914	2 502	2 254	1 694
<b>Nombre d'entreprises commerciales en fin d'année</b>	54 987	57 009	58 923	61 425	63 679	65 373
<b>Taux d'entrée nette en % <sup>1</sup></b>		3,7	3,4	4,2	3,7	2,7

#### → 56. Taux de survie des entreprises commerciales en Wallonie

Source : EURO DB - Calculs : SES

Note : le taux de survie à t an(s) représente la proportion d'entreprises encore en vie t année(s) après leur création  
Note de lecture : 90,1% des entreprises créées en 1997 sont encore en vie après 4 années (en 2001) et 85,7% après 5 années (en 2002)

Année de création des entreprises	1997	1998	1999	2000	2001
Taux de survie à 1 an	99,9	99,9	99,8	99,7	99,8
Taux de survie à 2 ans	98,2	98,3	98,3	98,0	-
Taux de survie à 3 ans	94,4	94,9	94,1	-	-
Taux de survie à 4 ans	90,1	90,7	-	-	-
Taux de survie à 5 ans	85,7	-	-	-	-



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Création d'entreprises

→ **57. Création nette d'entreprises commerciales, désagrégation sectorielle, 1997 – 2001**

Source : EURO DB – Calculs : SES

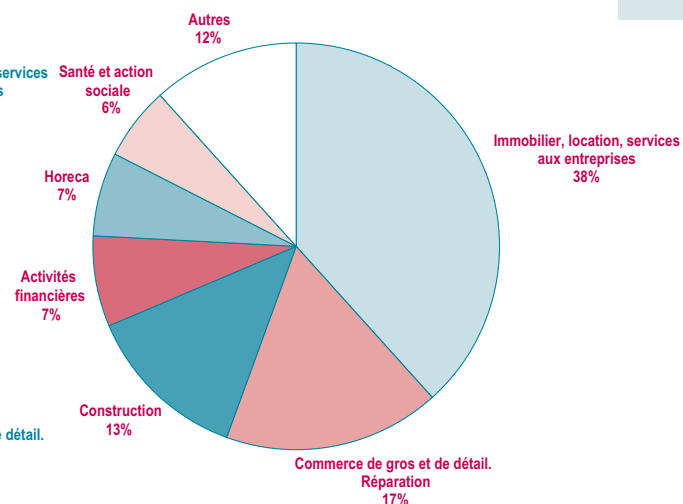
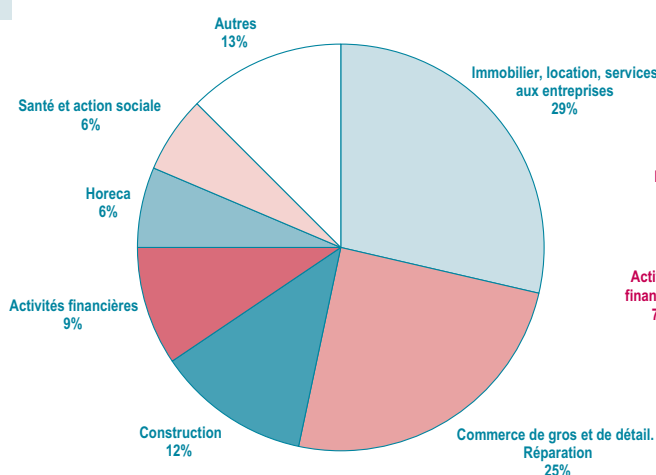
	1997	1998	1999	2000	2001
Agriculture et pêche	100	87	111	99	51
Industries extractives	5	-3	2	-1	3
Industries manufacturières	87	91	110	109	95
Production et distribution d'électricité, gaz et eau	3	2	-1	3	14
Construction	226	253	315	284	244
Commerce de gros et de détail; réparation	503	478	462	410	239
Horeca	148	103	127	150	147
Transport, entreposage et communication	58	30	74	64	69
Activités financières	176	188	255	140	80
Immobilier, location, services aux entreprises	568	555	949	870	647
Administration, éducation	14	10	5	23	8
Santé et action sociale	119	123	164	103	110
Services collectifs, sociaux, personnels et domestiques	-1	0	1	-1	1
Autres NDA	16	-3	-72	1	-14
<b>Total</b>	<b>2 022</b>	<b>1 914</b>	<b>2 502</b>	<b>2 254</b>	<b>1 694</b>

→ **58. Répartition sectorielle des créations nettes d'entreprises commerciales, moyenne 1997-1998**

Source : EURO DB – Calculs : SES

→ **59. Répartition sectorielle des créations nettes d'entreprises commerciales, moyenne 1999-2001**

Source : EURO DB – Calculs : SES







## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Création d'entreprises

**Avec un taux d'entrées nettes largement supérieur à la moyenne des entreprises commerciales, les secteurs high-tech font preuve d'un réel dynamisme, en particulier dans les services.**

→ **60. Création nette d'entreprises dans les secteurs high-tech, 1997-2001**

Source : EURO DB – Calculs : SES

Note : la définition des secteurs high tech est celle proposée par EUROSTAT. Le taux d'entrée nette est le rapport entre la création nette d'entreprises au cours de l'année et le nombre d'entreprises à la fin de l'année précédente

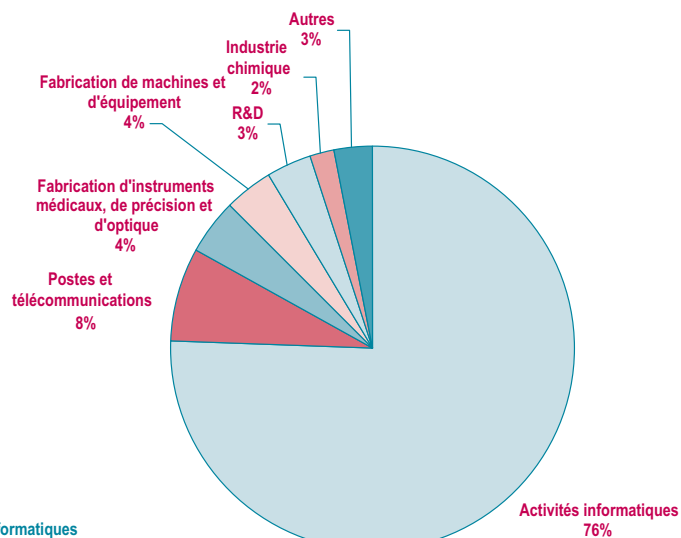
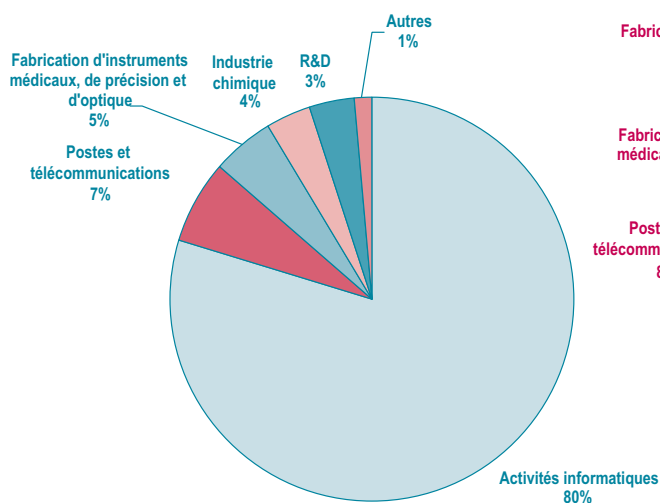
	1997	1998	1999	2000	2001
Industrie chimique	9	1	6	8	0
Fabrication de machines et d'équipement	5	2	1	16	12
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	2	-1	-2	-1	-1
Fabrication de machines et appareils ménagers	-8	0	-4	13	-1
Fabrication d'équipement Radio, TV, et communication	-2	-1	3	2	0
Fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique	8	5	9	12	10
Industrie automobile	4	2	4	4	3
Fabrication d'autres matériels de transport	2	-1	3	-1	1
High-tech manufacturier	20	7	20	53	24
Postes et télécommunications	10	8	14	19	22
Activités informatiques	77	136	170	220	155
R&D	6	3	8	2	15
High-tech services	93	147	192	241	192
<b>Total high-tech</b>	<b>113</b>	<b>154</b>	<b>212</b>	<b>294</b>	<b>216</b>
<b>Taux d'entrée nette en %</b>	<b>5,5</b>	<b>7,1</b>	<b>9,2</b>	<b>11,6</b>	<b>7,7</b>

→ **61. Répartition des créations nettes d'entreprises high tech par secteur, moyenne 1997-1998**

Source : EURO DB – Calculs : SES

→ **62. Répartition des créations nettes d'entreprises high tech par secteur, moyenne 1999-2001**

Source : EURO DB – Calculs : SES



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Parcs d'activités

**En 2001, 206 parcs d'activités économiques\* accueillent plus de 4 500 entreprises qui occupent près de 115 000 personnes.**

→ **63. Implantation dans les parcs d'activités économiques\* wallons (2000-2001)**

Source : SES – Calculs : SES

	Parcs	Entreprises		Emploi	
	Total	Total	Nombre spécifiant l'emploi	Total	Moyenne par entreprise
Parcs d'activités économiques	206	4 566	4 464	114 875	26
Dont parcs scientifiques	5	305	294	8 128	28

→ **64. Répartition sectorielle des entreprises installées sur les parcs d'activités économiques\* wallons. Classement des principaux secteurs selon le nombre d'emplois**

Source : SES – Calculs : SES

Secteurs d'activités	Entreprises		Emploi	
	Nombre	Proportion du total des entreprises des parcs (en %)	Nombre	Proportion de l'emploi total des parcs (en %)
Commerce de gros et intermédiaire de commerce	870	19,1	10 998	9,6
Industrie chimique	136	3,0	10 472	9,1
Construction	442	9,7	8 251	7,2
Fabrication de machines et équipements	113	2,5	7 886	6,9
Industries alimentaires	157	3,4	6 778	5,9
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	120	2,6	5 958	5,2
Autres services fournis aux entreprises	333	7,3	5 211	4,5
Transports terrestres	175	3,8	5 087	4,4
Industrie du caoutchouc et des plastiques	109	2,4	4 381	3,8
Travail des métaux	243	5,3	4 254	3,7
Fabrication d'autres matériels de transport	11	0,2	3 455	3,0
Commerce et réparation de véhicules automobiles	372	8,1	3 153	2,7
Activités informatiques	128	2,8	2 815	2,5
Santé et action sociale	38	0,8	2 780	2,4
Fabrication de machines et appareils électriques	49	1,1	2 688	2,3
Industrie du papier et du carton	33	0,7	2 635	2,3
Métallurgie	25	0,5	2 635	2,3
Industrie textile	51	1,1	2 498	2,2
<b>Total</b>	<b>3 405</b>	<b>74,4</b>	<b>91 935</b>	<b>80,0</b>

\* Il s'agit des parcs gérés par les neuf intercommunales wallonnes de développement économique.



## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Parcs d'activités

#### → 65. Répartition sectorielle des entreprises installées sur les parcs d'activités scientifiques wallons. Classement des principaux secteurs selon le nombre d'emplois

Source : SES – Calculs : SES

Note : les 5 parcs scientifiques sont : Louvain-la-Neuve - Mont-Saint-Guibert, Mons-Initialis, Sart Tilman (Liège), Crealys (Gembloux), Aéroport de Charleroi

Secteurs d'activités	Entreprises		Emploi	
	Nombre	Proportion du total des entreprises des parcs scientifiques (en %)	Nombre	Proportion de l'emploi total des parcs scientifiques (en %)
Recherche et développement	18	5,9	1 302	16,0
Autres services fournis aux entreprises	73	23,9	1 254	15,4
Activités informatiques	59	19,3	995	12,2
Commerce de gros et intermédiaire de commerce	35	11,5	951	11,7
Industrie chimique	17	5,6	778	9,6
Construction	7	2,3	340	4,2
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	10	3,3	284	3,5
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	1	0,3	264	3,2
Postes et télécommunications	9	3,0	250	3,1
Fabrication de machines et appareils électriques	4	1,3	243	3,0
<b>Total</b>	<b>233</b>	<b>76,4</b>	<b>6 661</b>	<b>82,0</b>

## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Recherche et développement

Entre 1996 et 2000, les dépenses des entreprises wallonnes en recherche et développement se sont accrues de 14,5%. Alors qu'en 1999, l'accroissement en Wallonie était proche de celui observé en Flandre, on observe en 2000 un fléchissement en Wallonie.

#### → 66. Dépenses des entreprises en recherche et développement

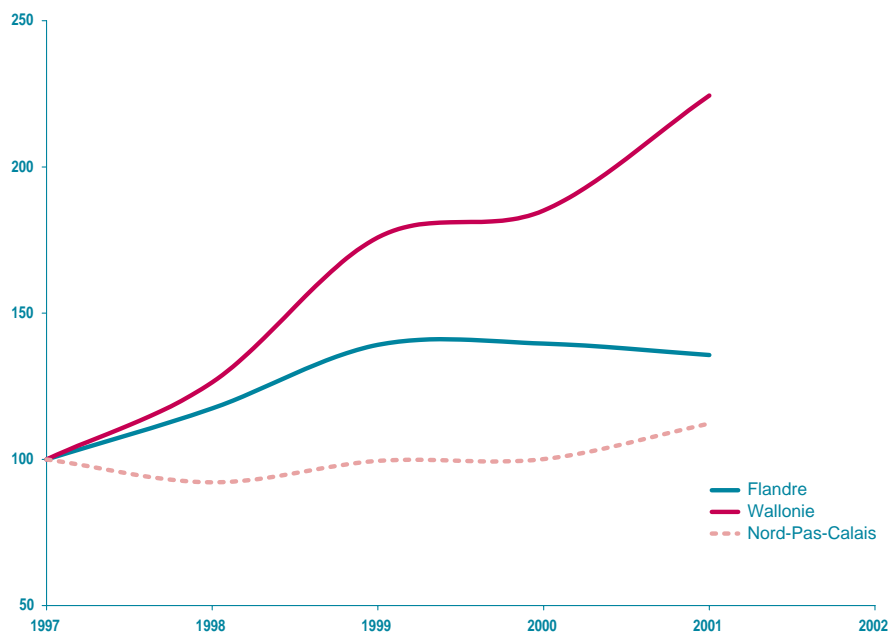
Source : Eurostat - REGIO

Note : 1. millions d'euros depuis 1999, millions d'écus jusqu'en 1998

	1996	1999	2000
<b>Unités monétaires <sup>1</sup></b>			
Wallonie	669,79	727,22	767,16
Flandre	1 646,55	2 137,59	2 357,16
Nord-Pas-Calais	248,56	255,14	nd
<b>Variations annuelles en %</b>			
Wallonie		9,9	5,5
Flandre		10,9	10,3
Nord-Pas-Calais		1,1	nd

#### → 67. Evolution comparée du nombre de demandes de brevets européens par million d'actifs

Source : Eurostat - REGIO





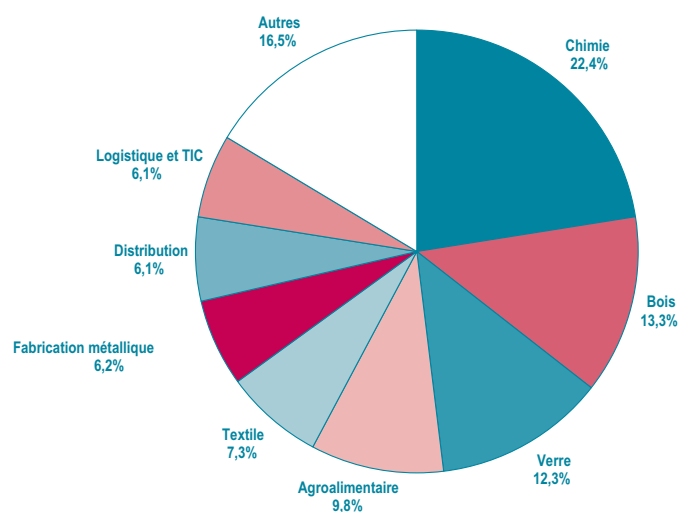
## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Investissements étrangers

En 2002, la Wallonie a attiré 88 projets d'investissements étrangers, offrant la perspective de création de 1 491 emplois. Le montant total de ces projets s'élève à 589 026 843 euros, soit une progression de 40% par rapport à l'année 2001.

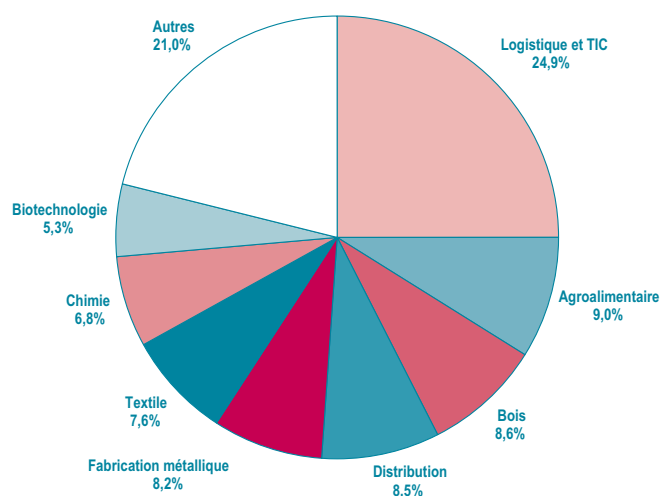
→ **68. Projets d'investissements étrangers en Wallonie, répartition selon le montant d'investissement, 2002**

Sources : OFI et DGEE – Calculs : SES



→ **69. Projets d'investissements étrangers en Wallonie, répartition selon l'emploi, 2002**

Sources : OFI et DGEE – Calculs : SES





## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Tourisme

Les campings sont de loin les plus importants offreurs de capacité d'hébergement en Wallonie. Les capacités d'hébergement sont concentrées dans les provinces de Luxembourg (47%), Liège (22%) et Namur (19%). Le camping est le mode d'hébergement dominant dans les provinces de Luxembourg et de Namur, et l'hôtellerie dans les provinces de Liège, Hainaut et Brabant wallon.

#### → 70. Les capacités d'hébergement reconnues en Wallonie en 2001

Source : OW – Traitement: OWT

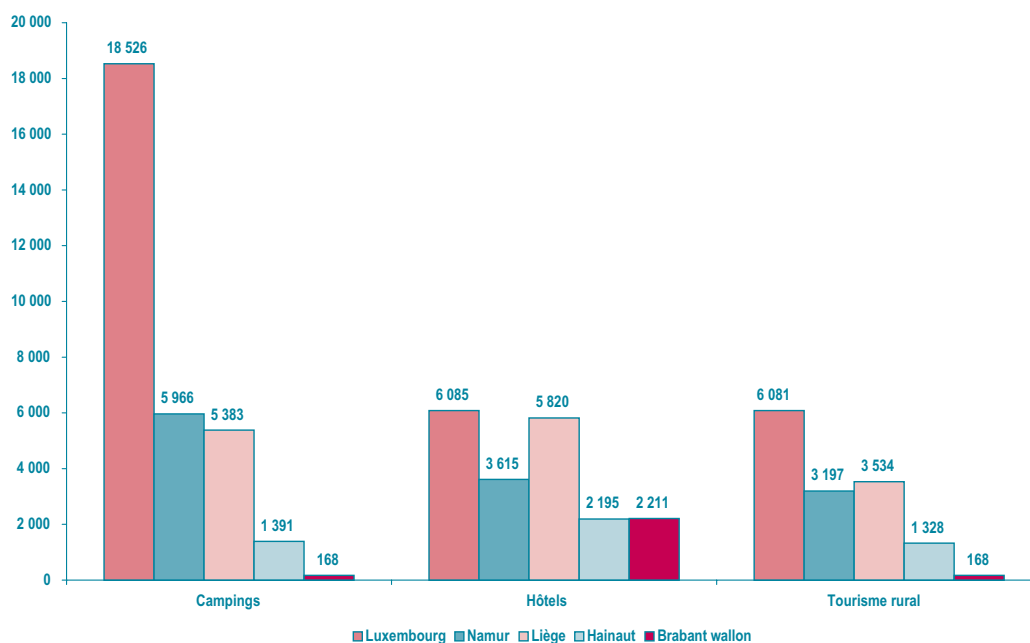
Note : camping, emplacements de passage: un emplacement représente l'équivalent de trois lits

	Nombre d'hébergement	Nombre de lits	Nombre moyen de lits par hébergement
Tourisme rural	2 329	14 308	6,14
Hôtellerie	521	19 926	38,25
Camping	293	31 434	107,28
<b>Total</b>	<b>3 143</b>	<b>65 668</b>	<b>20,89</b>

#### → 71. Répartition de l'offre touristique reconnue par type d'hébergement et province, 2001

Source : OWT – Traitement: OWT

Note : camping, emplacements de passage: un emplacement représente l'équivalent de trois lits



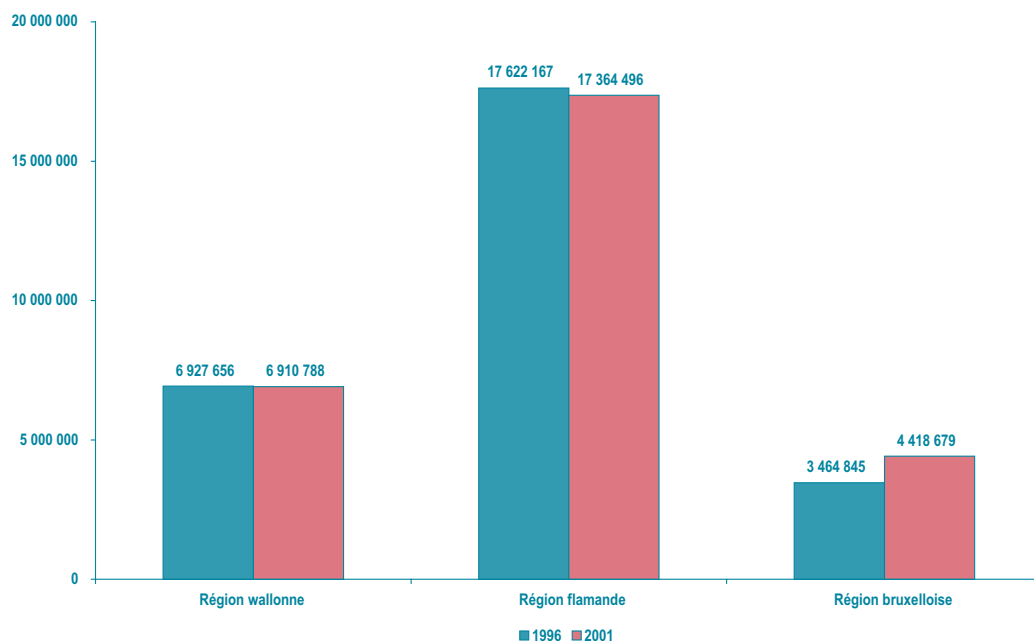


## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Tourisme

→ **72. Evolution de la fréquentation touristique dans les régions belges : nombre de nuitées, 1996 et 2001**

Source : INS 2001 – Traitement : OWT - SES

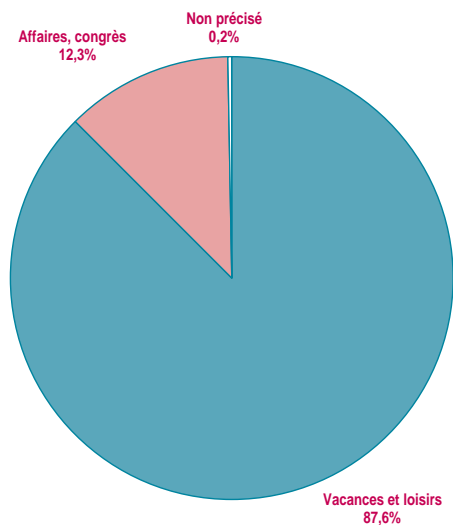
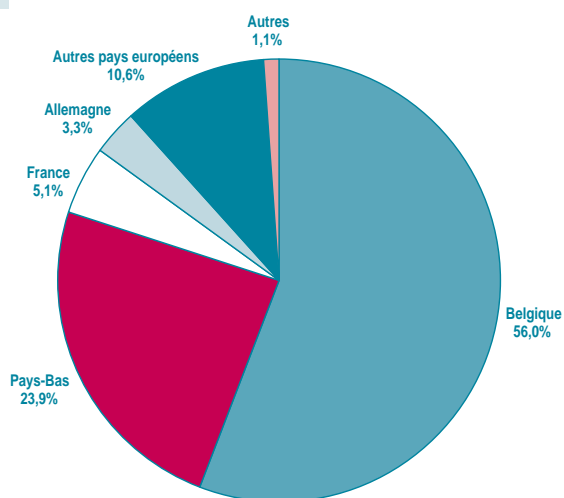


→ **73. Répartition des touristes selon le pays d'origine, 2001**

Source : INS 2001 – Traitement : OWT - SES

→ **74. Répartition des touristes selon les buts du séjour, Wallonie 2001**

Source : INS 2001 – Traitement : OWT - SES





## Chapitre 2 : Développement durable > Economie

### Tourisme

#### → 75. Attractions touristiques reconnues en Wallonie, 2002

Source : OWT, 2002

Domaine	Type	Nombre
<b>Culture</b>	Musées - Art et histoire	25
	Musées - Artisanat et Folklore	18
	Châteaux et citadelles	17
	Musées - Archéologie	10
	Musées - Patrimoine industriel	10
	Demeures et monuments historiques	9
	Musées - Autres	9
	Musées - Histoire militaire	8
	Musées - Sciences et nature	7
	Attractions nautiques	3
	Jardins, parcs et réserves naturelles	2
	Centres récréatifs	1
	Trains touristiques	1
	<b>Total</b>	<b>120</b>
<b>Activités récréatives</b>	Attractions nautiques	12
	Centres récréatifs	7
	Parcs d'attractions	4
	Jardins, parcs et réserves naturelles	1
	Musées - Patrimoine industriel	1
	<b>Total</b>	<b>25</b>
<b>Nature</b>	Jardins, parcs et réserves naturelles	7
	Grottes et cavernes	6
	Parcs animaliers et zoos	6
	Musées - Sciences et nature	2
	Châteaux et citadelles	1
	Musées - Art et histoire	1
	<b>Total</b>	<b>23</b>





## Chapitre 2 : Développement durable > Environnement

### Sites d'activités économiques désaffectés

**39% des SAED répertoriés entre 1970 et 2002 avaient été assainis en 2002.**

→ **76. Assainissement des sites d'activités économiques désaffectés en Région wallonne**

Source : base de données de la Direction de l'aménagement opérationnel de la DGATLP du Ministère de la Région wallonne

Note : 1. SAED (sites d'activités économiques désaffectés) et SIR (sites d'intérêt régional), articles 167 à 171, 181 à 184, 453 à 470, du CWATUP, coordination officieuse du 18/07/2002. 2. idem

SAED répertoriés entre 1970 et 2002	11 618 ha de superficie totale répartis sur 2 835 sites
<b>SAED assainis entre 1970 et 2002</b>	<b>4 536 ha de superficie totale (minimale) des sites ou des parties de sites considérée comme assainie ou rénovée (au sens du CWATUP)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• assainis ou rénovés avec l'aide de la Région wallonne de 1983 à 1994 (opérations SAED) <sup>1</sup></li> </ul>	635 ha
<ul style="list-style-type: none"> <li>• assainis ou rénovés avec l'aide de la Région wallonne de 1995 à 2002 (opérations SAED et opérations SIR) <sup>2</sup></li> </ul>	566 ha
<ul style="list-style-type: none"> <li>• assainis ou rénovés, soit sans l'aide de la Région wallonne (par des privés ou par des entreprises publiques), soit avant 1983</li> </ul>	3 335 ha



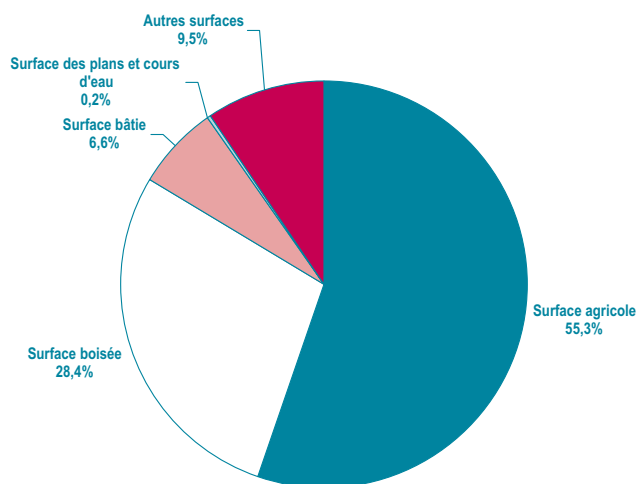
## Chapitre 2 : Développement durable > Environnement

### Utilisation du sol

**La Wallonie : une superficie de 16 845 km<sup>2</sup>, dont la majeure partie est consacrée à l'agriculture.**

→ **77. L'utilisation du sol en Wallonie**

Source : INS, Statistique de l'occupation du sol, 1997 – Calculs : SES



→ **78. Nombre de sites repris dans le cadre du réseau Natura 2000**

Source : MRW-DGRNE et RNOB

	2001	2002*	2002**
Nombre de sites		300	231
Superficie totale (en ha)	58 000	219 000	217 672
Part du territoire régional (en %)	4	13	

\* Liste provisoire à la date du 18/07/2002

\*\* Décision du 26/09/2002

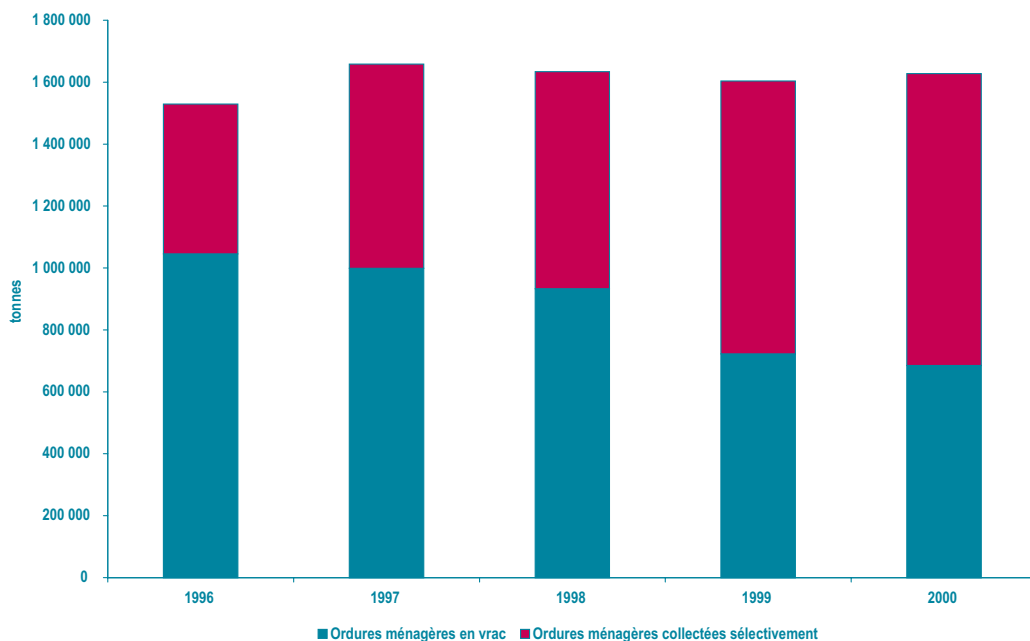


## Chapitre 2 : Développement durable > Environnement

### Déchets

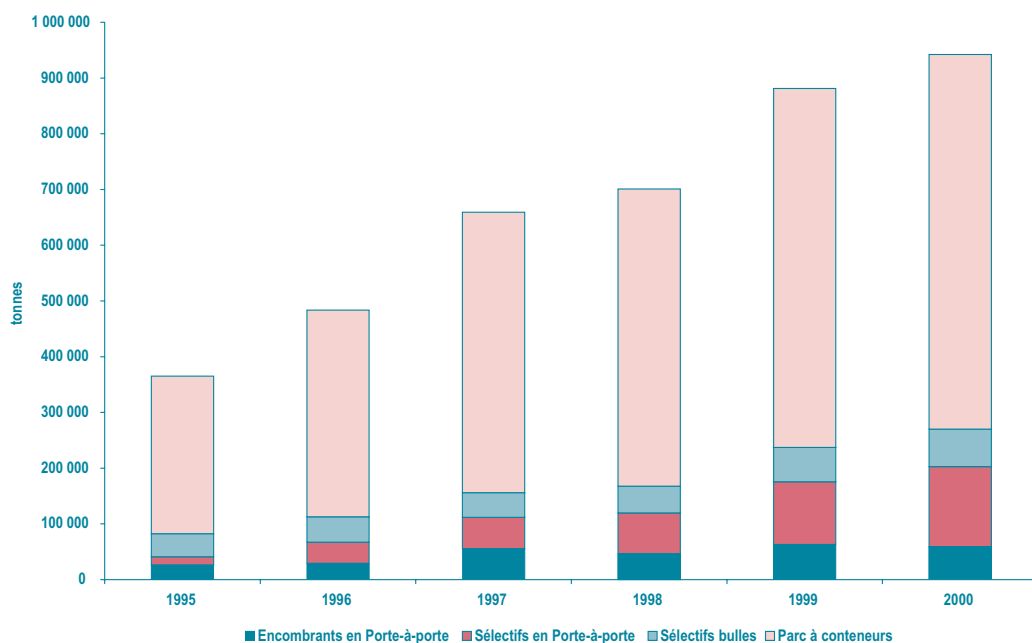
#### → 79. Evolution des modalités de collecte des déchets, Wallonie 1996-2000

Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE – Calcul : SES



#### → 80. La collecte sélective des déchets en Wallonie : répartition par type de déchets

Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE – Calcul : SES

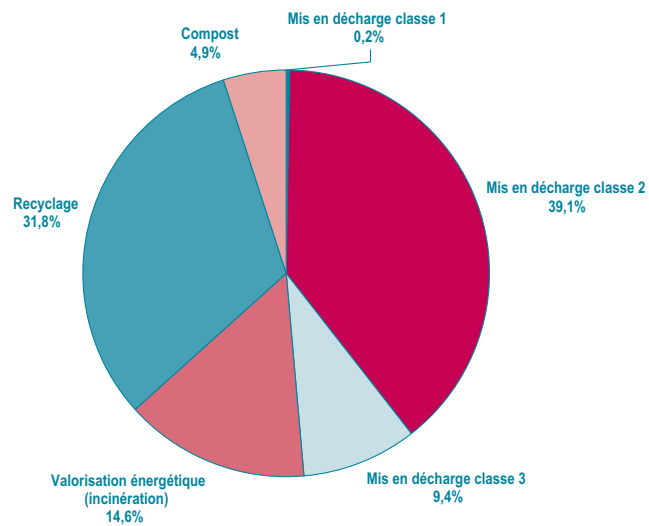


## Chapitre 2 : Développement durable > Environnement

### Déchets

#### → 81. Traitement des déchets ménagers, Wallonie 2000

Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE – Calcul : SES





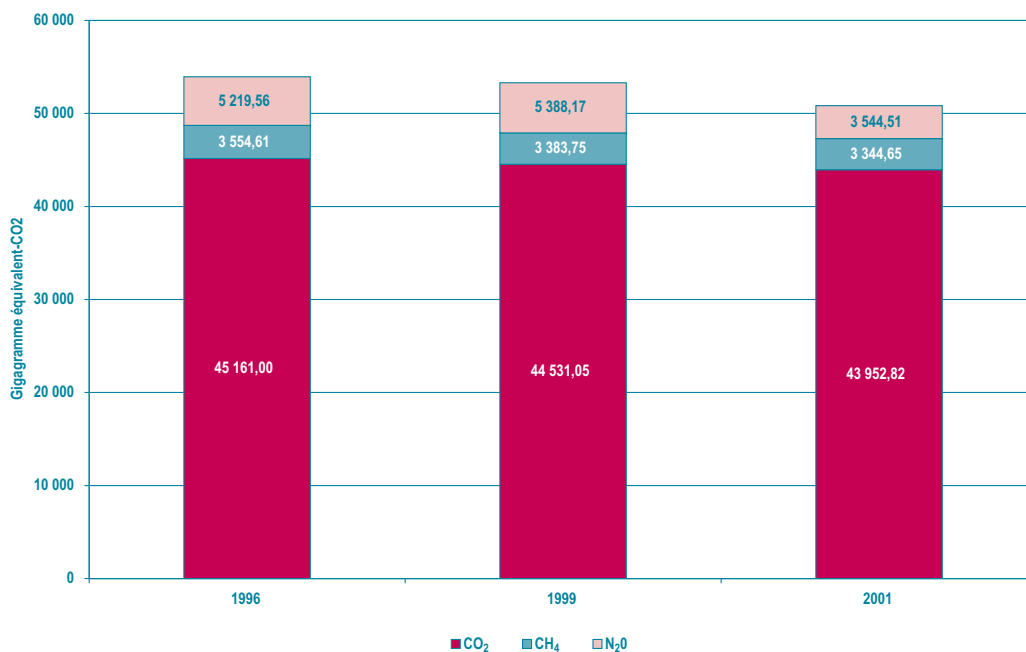
## Chapitre 2 : Développement durable > Environnement

### Qualité de l'air

#### → 82. Emissions des gaz à effet de serre (GES) en Gg-CO<sub>2</sub> équivalent

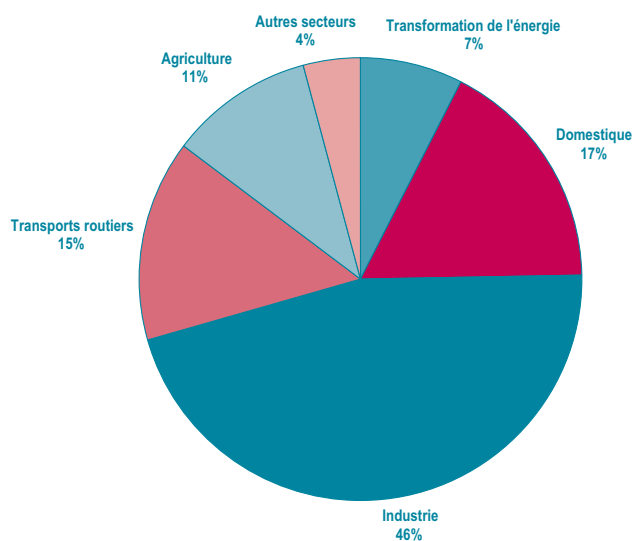
Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE

Note : les émissions des GES sont exprimées en équivalents CO<sub>2</sub> sur base de leur "Potentiel Global d'Effet de serre" (PGE). Le PGE du CO<sub>2</sub> (dioxyde de carbone) = 1, le PGE du CH<sub>4</sub> (méthane) = 21 et le PGE du N<sub>2</sub>O (protoxyde d'azote) = 310. Gg = gigagramme = kilotonne



#### → 83. Emissions de gaz à effet de serre en équivalent CO<sub>2</sub> : répartition par source, Wallonie, 1998

Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE, Etat de l'environnement wallon, 2000





## Chapitre 2 : Développement durable > Environnement

### Qualité de l'eau

→ **84. Apports et prélèvements annuels d'eau en Wallonie (en millions de m<sup>3</sup>)**

Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE, Etat de l'environnement wallon, 2000

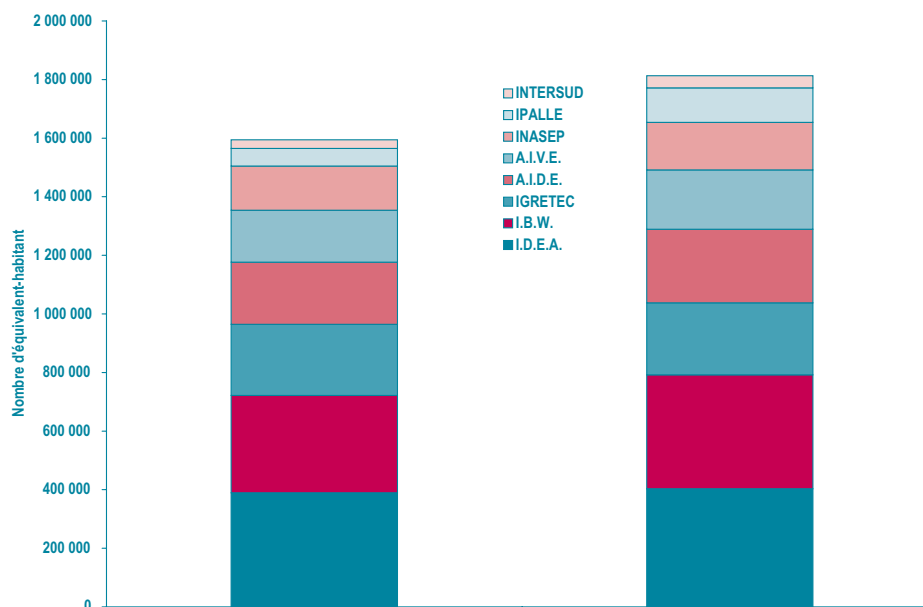
Notes : 1. Volume total des précipitations atmosphériques annuelles (pluie, neige, ..) ; 2. Evaporation annuelle des étendues d'eau + transpiration des plantes et des sols ; 3. Volume total de l'apport des eaux de surface ;

4. = 1. - 2. + 3. ; 5. Ressources renouvelable des nappes ; 6. Total des prélèvements en surface et sous-terrains

	1996	1997	1998
Précipitations <sup>1</sup>	12 691	14 803	18 652
Evapotranspiration <sup>2</sup>	6 496	7 291	6 557
Apport annuel <sup>3</sup>	4 045	4 973	6 566
Ressource totale en eau douce <sup>4</sup>	10 239	12 485	18 661
Eau souterraine disponible pour prélèvement <sup>5</sup>	427	427	427
Prélèvement brut total <sup>6</sup>	2 905	2 952	3 023
<i>dont par centrale électrique</i>	<i>1 861</i>	<i>2 061</i>	<i>1 978</i>

→ **85. Evolution de la charge théorique traitée par les stations d'épuration des intercommunales wallonnes**

Source : Ministère de la Région wallonne, DGRNE, Etat de l'environnement wallon, 2000. Unité : nombre d'équivalents habitants



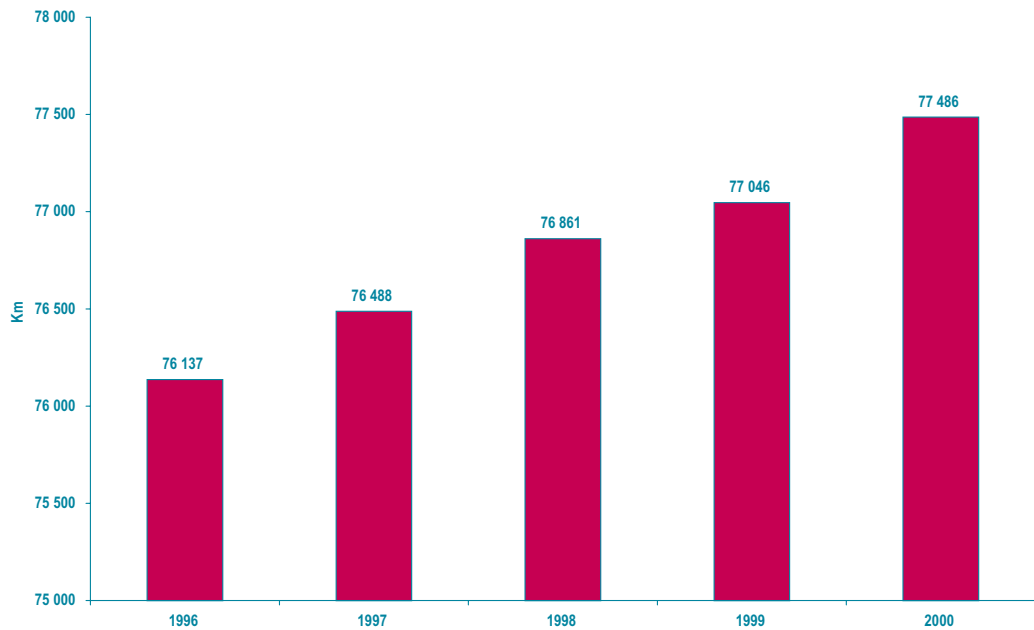


## Chapitre 2 : Développement durable > Mobilité

### Réseau routier

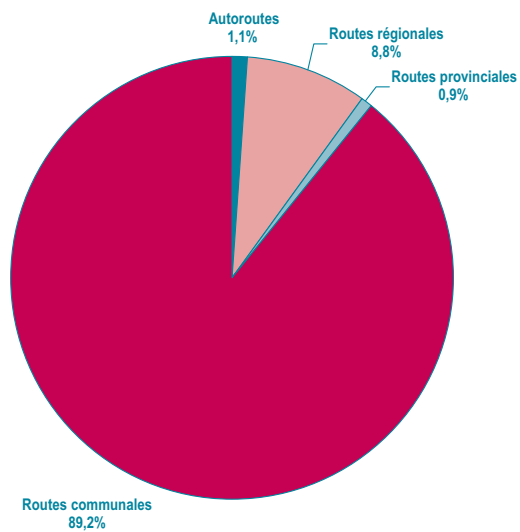
→ **86. Evolution de la taille du réseau routier en Wallonie (en Km)**

Source : Ministère wallon de l'équipement et des transports, Direction générale des autoroutes et des routes



→ **87. Le réseau routier wallon en 2000 : ventilation par type de routes**

Source : Ministère wallon de l'équipement et des transports, Direction générale des autoroutes et des routes





## Chapitre 2 : Développement durable > Mobilité

### Réseau routier

#### → 88. Intensité du trafic routier

Source : Service public fédéral Mobilité et transports. Calculs d'après la méthode GCLR (Globale à réseau Constant sur base des Longueurs représentatives par Route)

	1995	2000
Nombre de véhicules-Km parcourus par an (en milliards)		
Autoroutes	9,2	11,0
Routes numérotées	15,0	16,3
Routes communales	7,5	7,9
Nombre de voyageurs-Km par an (en milliards)		
Autoroutes	11,7	12,9
Routes numérotées	20,2	20,6
Routes communales	10,5	10,4





## Chapitre 2 : Développement durable > Mobilité

### Réseau ferroviaire

#### → 89. Taille du réseau ferroviaire en Wallonie (en km de lignes)

Source : Société nationale des chemins de fer belges – Direction financière, données non publiées

	1997	2001	Variation 1997-2001 (en %)
<b>Lignes non électrifiées</b>			
Simple voie	282,9	179	-36,7
2 voies et plus	218,8	179	-18,2
Total	501,7	358	-28,6
<b>Lignes électrifiées</b>			
Simple voie	69,4	148,8	114,4
2 voies et plus	1 048,8	1 098,5	4,7
Total	1 118,1	1 247,3	11,6
<b>Total</b>			
Simple voie	352,3	327,8	-7,0
2 voies et plus	1 267,6	1 277,5	0,8
Total	1 619,8	1 605,3	-0,9

#### → 90. Intensité du trafic ferroviaire en Wallonie, 2001

Source : Société nationale des chemins de fer belges – Direction financière, données non publiées

	Trafic intérieur	Trafic international en transit par la Wallonie
<b>Trafic Voyageurs</b>		
Nombre de voyageurs (en millions)		
au départ d'une gare wallonne	48,9	5,5
à l'arrivée dans une gare wallonne	30,2	5,8
Voyageurs-km en Wallonie	2 452,0	
<b>Trafic Marchandises</b>		
Nombre de tonnes (en millions)		
au départ d'une gare wallonne	16,5	12,1
à l'arrivée dans une gare wallonne	18,5	18,2
Tonnes-km en Wallonie	3 452,0	



# Chapitre 3

## Citoyenneté



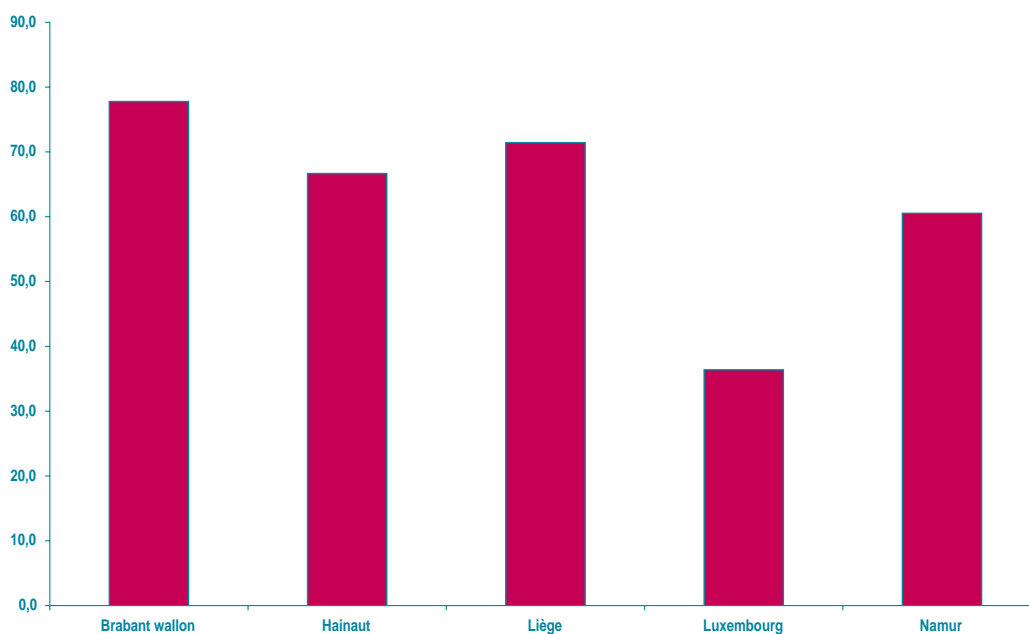
## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Participation sociale et associative

**C'est en Brabant wallon que la part des communes disposant d'une CCAT est la plus élevée, près de 80%. Par contre, la province de Luxembourg (35%) reste à la traîne.**

→ **91. Part des communes disposant d'une Commission communale d'aménagement du territoire, ventilation par province, en %**

Source : Ministère de la Région wallonne - DGATLP - Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme. Les textes de référence en matière de CCAT sont, d'une part l'article 7 du CWATUP, et d'autre part la circulaire ministérielle du 12 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des CCAT





## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Participation sociale et associative

**Mesurée par la participation à un syndicat, à une organisation d'employeurs ou de travailleurs indépendants ou à diverses associations, la participation citoyenne progresse légèrement en Wallonie. Ce sont les associations socio-culturelles et les clubs de sport qui ont la faveur des Wallons.**

→ **92. Participation sociale et associative**

Source : ISPO and PIOP General Election Study Belgium, 1995 et 1999<sup>1</sup>.

Note : les résultats présentés dans les tableaux sont exprimés en % du nombre de répondants

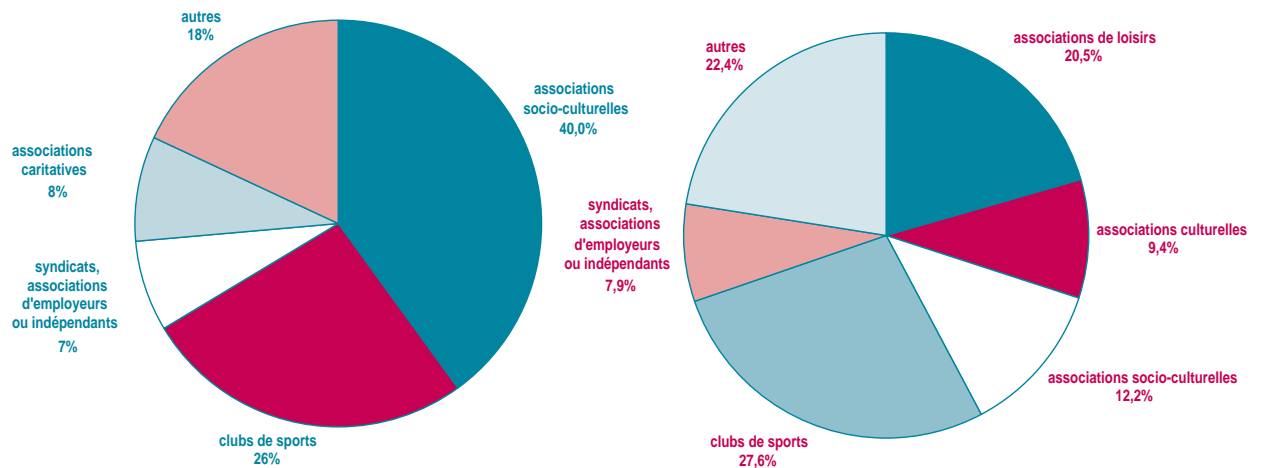
	1995	1999
Membres d'un syndicat, d'une organisation d'employeurs ou de travailleurs indépendants	31,7	33,7
Participation active à diverses associations	28,9	28,7

→ **93. Participation active à des associations : répartition en fonction du type d'association, Wallonie, 1999**

Source : ISPO and PIOP, General Election Study Belgium, 1999<sup>1</sup>

→ **94. Participation active à des associations : répartition en fonction du type d'association, Flandre, 1999**

Source : ISPO and PIOP, General Election Study Belgium, 1999<sup>1</sup>



1. « The data/tabulations utilised in this publication were made available by the ISPO and PIOP – Interuniversity Centres for Political Opinion Research, sponsored by the federal Services for technical, Cultural and Scientific Affairs. The data were originally collected by Jaak Billiet, Marc Swyngedouw, Ann Carton and Roeland Beerten (ISPO) for the Flemish voters and André-Paul Frogner, Anne-Marie Aish-Van Vaerenbergh, Serge Van Diest and Pierre Baudewyns (PIOP) for the French-speaking. Neither the original collectors of the data nor the Centre bears any responsibility for the analysis or interpretations presented here »



## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Aide sociale

→ **95. Aide aux familles et aux personnes âgées fournie par les organismes publics et organismes agréés par la Région wallonne<sup>1</sup>, 2001**

Source : Direction de la famille, DGASS, Ministère de la Région wallonne.

Note : 1. Hors communauté germanophone. 2. L'unité est l'heure subsidiable des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées.

<b>Nombre de travailleurs sociaux</b>	<b>1 131</b>
<b>Prestations de services d'aide, en nombre d'heures<sup>2</sup></b>	
Secteur public	1 409 322
CPAS	1 381 348
Commune	6 634
Intercommunale	21 340
Secteur privé	3 944 221
<b>Nombre de repas servis par les CPAS</b>	<b>2 674 221</b>

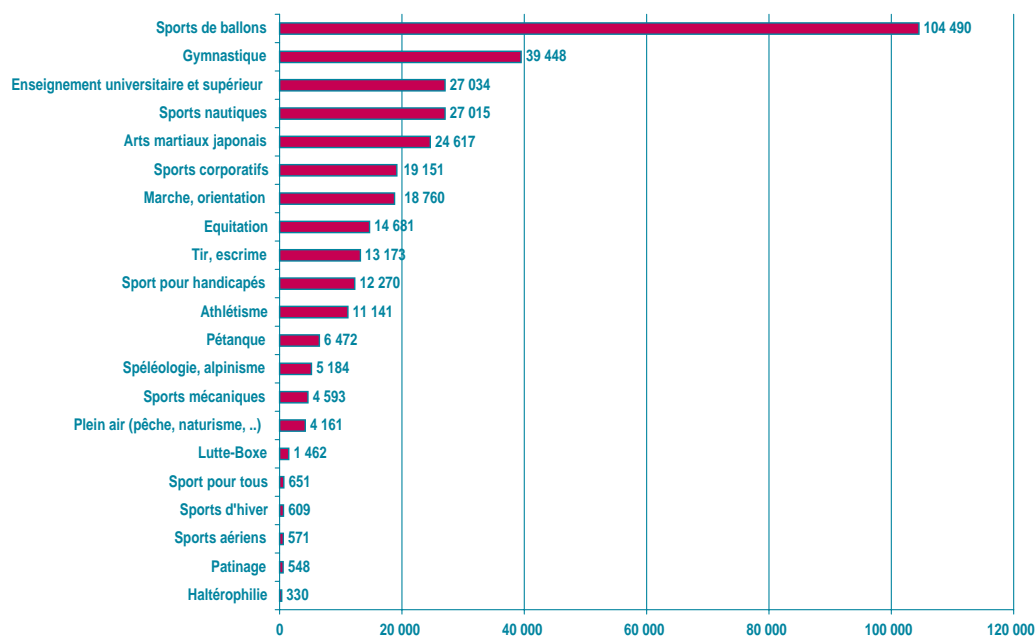


## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Participation sportive

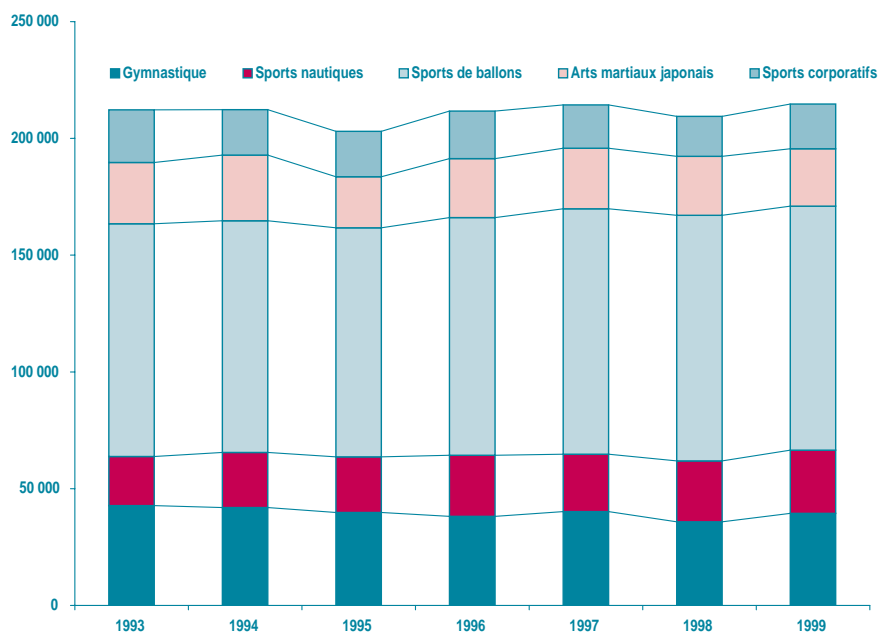
→ **96. Nombre d'affiliés dans les fédérations sportives reconnues par la Communauté française, par discipline en 1999**

Source : Communauté française : liste des fédérations sportives reconnues. Mise à jour au 15 janvier 2000



→ **97. Evolution du nombre d'affiliés dans les cinq principales fédérations sportives reconnues par la Communauté française de 1993 à 1999**

Source : Communauté française : liste des fédérations sportives reconnues. Mise à jour au 15 janvier 2000



## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Participation culturelle

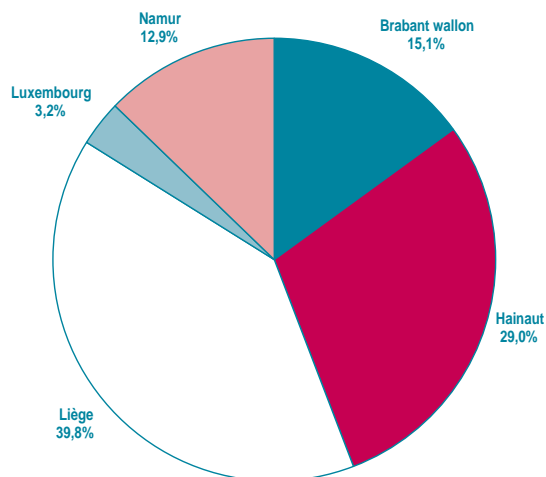
#### → 98. Répartition des théâtres par province

Source : Centre d'information et de documentation Bellone, 2000

	Conventionnés	Théâtres Subventionnés	Total
Brabant wallon	3	0	14
Hainaut	3	1	27
Liège	3	5	37
Luxembourg	0	1	3
Namur	1	0	12
Wallonie	10	7	93

#### → 99. Répartition du nombre total de théâtres par province

Source : Centre d'information et de documentation Bellone, 2000





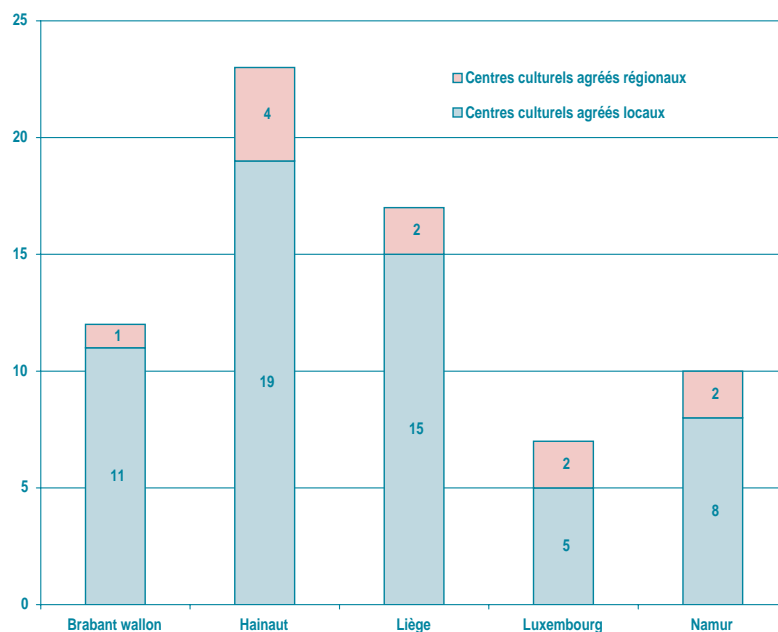


## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Participation culturelle

→ **100. Les centres culturels locaux et régionaux en Wallonie : ventilation par province**

Source : Centre d'information et de documentation Bellone, 2000



→ **101. Les musées de la Communauté française : ventilation par province**

Source: Ministère de la Communauté française, Direction générale de la culture, Service général du patrimoine culturel et des arts plastiques, 2000

	Subventionnés	Musées (Partiellement) de la Communauté française
Brabant wallon	7	
Hainaut	21	8
Liège	33	2
Luxembourg	10	1
Namur	14	1
Wallonie	85	12



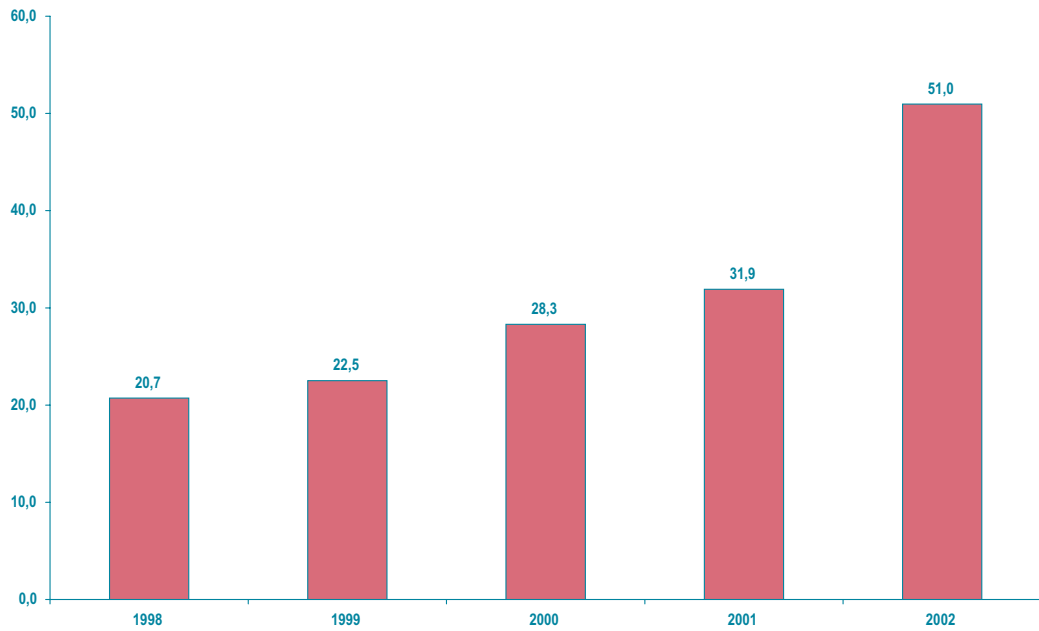
## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Infrastructures culturelles et sportives

**On dénombre 511 salles de sport et 126 piscines réparties dans les cinq provinces wallonnes. Et plus de 50 millions d'euros ont été affectés aux infrastructures sportives et culturelles en 2002.**

→ **102. Budgets affectés aux infrastructures culturelles et sportives (création, entretien), en millions d'euros**

Source : MRW-DGPL – Calculs : SES

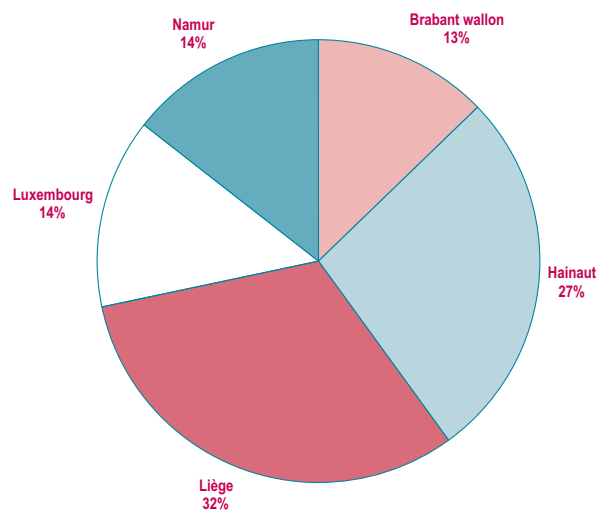
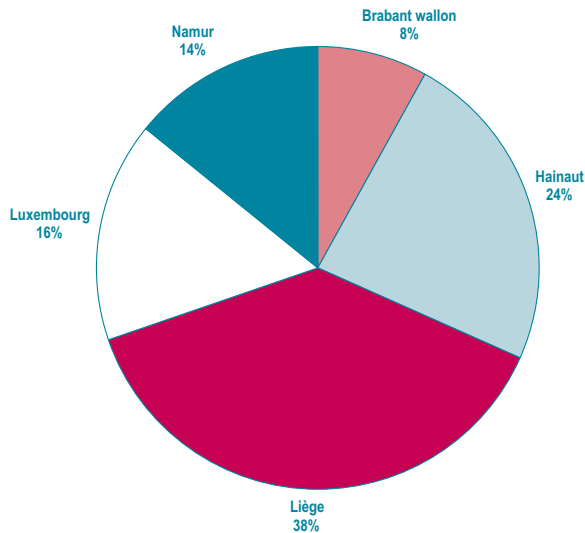


→ **103. Répartition provinciale des piscines, 2002**

Source : MRW - DGLP

→ **104. Répartition provinciale des salles de sport, 2002**

Source : MRW - DGLP



## Chapitre 3 : Citoyenneté

### Nouvelles technologies d'information et de communication

#### → 105. Equipement TIC des ménages wallons : ménages possédant un ordinateur et ménages reliés à Internet (en proportion du nombre total de ménages)

Source : Agence wallonne des Télécommunications (AWT), résultats de l'enquête 2001, Avril 2002.

	2000	2001
Ménages possédant au moins un ordinateur dont :	33	38
ordinateur privé ET professionnel		4
ordinateur privé uniquement		32
ordinateur professionnel uniquement		2
Ménages disposant d'un accès Internet	17	22
Ménages disposant d'un accès Internet Haut-débit (ADSL/câble)	1	5

#### → 106. Proportion de ménages disposant d'un ordinateur, ventilation selon la taille des ménages

Source : Agence wallonne des Télécommunications (AWT), résultats de l'enquête 2001, Avril 2002.

Note : L'indicateur représente le rapport (en %) entre le nombre de ménages équipés et le nombre total de ménages de la classe de taille considérée.

Taille du ménage	2000	2001
une personne	11	21
2 personnes	27	27
3 personnes	51	54
4 personnes	60	67
5 personnes	61	68
6 personnes et plus	59	63

#### → 107. Pénétration d'Internet dans la population wallonne, en % de la population de 15 ans et plus

Source : Agence wallonne des Télécommunications (AWT), résultats de l'enquête 2001, Avril 2002.

	2000	2001
Accès des citoyens (15 ans et plus) à Internet disposent d'un accès Internet au domicile	23	27
utilisent des points d'accès Internet publics		6
Utilisation d'Internet par les citoyens (15 ans et plus) ont utilisé Internet au moins 1 fois dans les 12 derniers mois		36
au cours du dernier mois		29



# Chapitre 4

## Gouvernance



## Chapitre 4 : Gouvernance

### Budget des pouvoirs publics

#### → 108. Evolution des recettes et dépenses budgétaires de la Région wallonne

Sources : Documents du Parlement wallon (Exposé général 2001, 2002 et 2003) et ICN – Calculs : SES.

Note : à partir de 2000, la valeur du PIB est une valeur estimée (calculs SES). Les moyens de paiement sont constitués de l'ensemble des crédits qui impliquent des sorties de fonds à charge du budget de l'année (= crédits d'ordonnement + crédits non-dissociés). Les recettes comprennent les produits d'emprunts; les dépenses comprennent les amortissements

(en milliers d'euros)	1996 réalisations	1999 réalisations	2000 réalisations	2001 réalisations	2002 ajusté	2003 initial
<b>Recettes</b>	<b>4 247 291</b>	<b>5 317 175</b>	<b>5 006 728</b>	<b>5 127 047</b>	<b>5 087 830</b>	<b>5 208 650</b>
En % du PIB	8,5	9,5	8,6	8,8	8,6	8,7
<b>Dépenses (moyens de paiement)</b>	<b>4 040 652</b>	<b>5 022 965</b>	<b>4 824 326</b>	<b>4 937 448</b>	<b>5 283 557</b>	<b>5 460 705</b>
En % du PIB	8,1	9	8,3	8,5	9	9,1

#### → 109. Evolution des recettes et dépenses budgétaires des communes wallonnes

Sources : MRW (DGPL) et ICN – Calculs : SES.

Note : Il s'agit des recettes et dépenses des services ordinaire ET extraordinaire (exercice propre). A partir de 2000, la valeur du PIB est une valeur estimée (calculs SES)

(en milliers d'euros)	1996	1999	2000	2001
<b>Recettes</b>	<b>3 918 561</b>	<b>4 329 195</b>	<b>4 640 505</b>	<b>4 674 394</b>
En % du PIB	7,8	7,7	8,0	8,0
<b>Dépenses</b>	<b>3 965 621</b>	<b>4 417 515</b>	<b>4 711 532</b>	<b>4 800 373</b>
En % du PIB	7,9	7,9	8,1	8,2

#### → 110. Evolution des recettes et dépenses budgétaires des provinces wallonnes

Sources : MRW (DGPL) et ICN – Calculs : SES.

Note : Il s'agit des recettes et dépenses des services ordinaire ET extraordinaire (exercice propre). A partir de 2000, la valeur du PIB est une valeur estimée (calculs SES)

(en milliers d'euros)	1996	1999	2000	2001	2002
<b>Recettes</b>	<b>730 525</b>	<b>808 967</b>	<b>829 058</b>	<b>928 502</b>	<b>933 363</b>
En % du PIB	1,5	1,4	1,4	1,6	1,6
<b>Dépenses</b>	<b>733 705</b>	<b>821 663</b>	<b>848 609</b>	<b>941 405</b>	<b>952 211</b>
En % du PIB	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6

#### → 111. Evolution des recettes et dépenses budgétaires des CPAS wallons

Source : DEXIA (sur la base d'une extrapolation de données recueillies par enquête annuelle - le nombre d'observations est de 213 en 1996, 227 en 1999 et 180 en 2000) et ICN – Calculs : SES.

Note : Il s'agit des recettes et dépenses des services ordinaire ET extraordinaire (exercice propre). A partir de 2000, la valeur du PIB est une valeur estimée (calculs SES)

(en milliers d'euros)	1996	1999	2000
<b>Recettes</b>	<b>923 060</b>	<b>1 014 404</b>	<b>1 078 393</b>
En % du PIB	1,8	1,8	1,9
<b>Dépenses</b>	<b>960 264</b>	<b>1 059 885</b>	<b>1 118 565</b>
En % du PIB	1,9	1,9	1,9



## Chapitre 4 : Gouvernance

### Budget des pouvoirs publics

#### → 112. Dépenses d'investissement

Source : Documents du Parlement wallon (Exposé général 2001, 2002 et 2003) et MRW (DGPL) – Calculs : SES

Note : Le programme d'investissement de la Région wallonne recouvre tous les secteurs d'activité du budget qui directement ou indirectement contribuent à l'accroissement du patrimoine régional. Sont donc visés les travaux réalisés 1. par les Ministères de la Région, 2. par les organismes d'intérêt public, au travers de subventions en capital allouées par la Région, 3. par les pouvoirs subordonnés ou les intercommunales dans le contexte des travaux subsidiés. C'est l'optique "ordonnancements" qui est présentée dans le tableau ci-dessous.

En milliers d'euros	1996 réalisés	1999 réalisés	2000 réalisés	2001 réalisés	2002 ajustés	2003 initial
<b>Région wallonne</b>						
Total du programme d'investissement	427 021	516 137	576 307	471 092	445 016	435 314
En % du total des moyens de paiement	10,6	10,3	11,9	9,5	8,4	8,0
<b>Communes wallonnes</b>						
Dépenses d'investissement (exercice propre)	673 436	956 654	1 049 197	910 748		
En % du total des dépenses	17,0	21,7	22,3	19,0		
<b>Provinces wallonnes</b>						
Dépenses d'investissement (exercice propre)	46 111	59 678	63 503	66 666		
En % du total des dépenses	6,3	7,3	7,5	7,1		



## Chapitre 4 : Gouvernance

### Budget des pouvoirs publics

#### → 113. Evolution des impôts régionaux, provinciaux et communaux, en milliers d'euros

Sources : Documents du Parlement wallon (Exposé général 2001, 2002 et 2003, MRW-DGPL, Dexia et ISN)

Calculs : SES

Note : 1. Les données de 2001 portent sur les budgets de 257 communes wallonnes

	1996	1999	2000	2001	2002	2003
	Imputées	Imputées	Imputées	Imputées	Ajusté	Initial
<b>Région wallone</b>						
Taxe sur les jeux et paris	22 379	20 357	19 891	21 410	20 804	22 277
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	9 918	12 840	16 460	13 885	8 899	10 535
Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	4 076	3 623	3 483	3 343	3 957	3 744
Précompte immobilier	16 933	18 530	20 739	21 035	22 376	24 442
Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	119 659	155 545	154 884	166 137	390 802	455 281
Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique	-	-	-	-	37 449	39 673
Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	-	-	-	-	8 022	7 019
Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	-	-	-	-	19 974	14 674
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	-	-	-	-	269 047	302 311
Taxe de mise en circulation	-	-	-	-	64 347	70 389
Redevance radio et télévision	-	-	-	-	235 421	212 307
Eurovignette	-	-	-	-	22 291	21 676
Intérêts et amendes sur impôts régionaux	-	-	-	-	6 722	3 004
Droits de succession et de mutation par décès	194 571	261 252	270 789	276 244	283 913	294 617
<b>Impôts régionaux</b>	<b>367 536</b>	<b>472 146</b>	<b>486 246</b>	<b>502 054</b>	<b>1394 024</b>	<b>1481 949</b>
Taxes sur les automates	-	1 651	0	5 026	5 738	7 378
Taxes sur les logements abandonnés	-	0	0	0	0	0
Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés	-	0	0	0	1 264	0
Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (imputation pour ordre pour compte de l'Office régional wallon des Déchets en 1992)	46 984	47 541	40 821	57 467	44 287	25 650
Taxes, redevances et contributions de prélèvement perçues en vertu du décret-programme 1997	-	97 307	91 634	66 836	65 011	64 360
Taxes perçues en vertu du décret du 30 avril 1990 sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques	44 218	-	-	-	-	-
Redevances perçues en vertu du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables	40 280	-	-	-	-	-
<b>Taxes et redevances perçues par la Région</b>	<b>131 482</b>	<b>146 499</b>	<b>132 454</b>	<b>129 329</b>	<b>116 300</b>	<b>97 388</b>
<b>Total</b>	<b>499 018</b>	<b>618 646</b>	<b>618 700</b>	<b>631 383</b>	<b>1510 324</b>	<b>1579 337</b>
<b>Total par habitant, en euros</b>	<b>151</b>	<b>186</b>	<b>185</b>	<b>189</b>	<b>450</b>	<b>466</b>
<b>Provinces</b>						
Centimes additionnels au P.I.	287 284	316 447	326 911	337 073	372 069	343 788
Taxe sur la force motrice	12 407	10 858	9 809	10 030	9 147	9 332
Taxe industrielle compensatoire	8 875	10 709	11 626	12 865	12 004	12 409
Taxe sur la superficie	6 941	5 057	5 156	5 206	5 206	5 630
Autres	30 257	26 530	25 245	27 496	18 319	14 495
<b>Total</b>	<b>345 764</b>	<b>369 600</b>	<b>378 747</b>	<b>392 669</b>	<b>416 745</b>	<b>385 653</b>
<b>Total par habitant, en euros</b>	<b>104</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>117</b>	<b>124</b>	<b>114</b>
<b>Communes<sup>1</sup></b>						
Additionnels au précompte immobilier	463 461	516 597	541 645	557 034		
Taxe additionnelle à l'IPP	501 047	509 789	523 974	544 432		
Autres taxes additionnelles	28 332	26 229	27 393	28 624		
Total des taxes additionnelles	992 840	1052 615	1093 012	1130 090		
Impôts perçus directement par la commune	234 935	292 220	300 069	325 713		
Total des recettes fiscales	1227 775	1344 835	1393 082	1455 803		
<b>Total par habitant, en euros</b>	<b>370</b>	<b>404</b>	<b>417</b>	<b>435</b>		



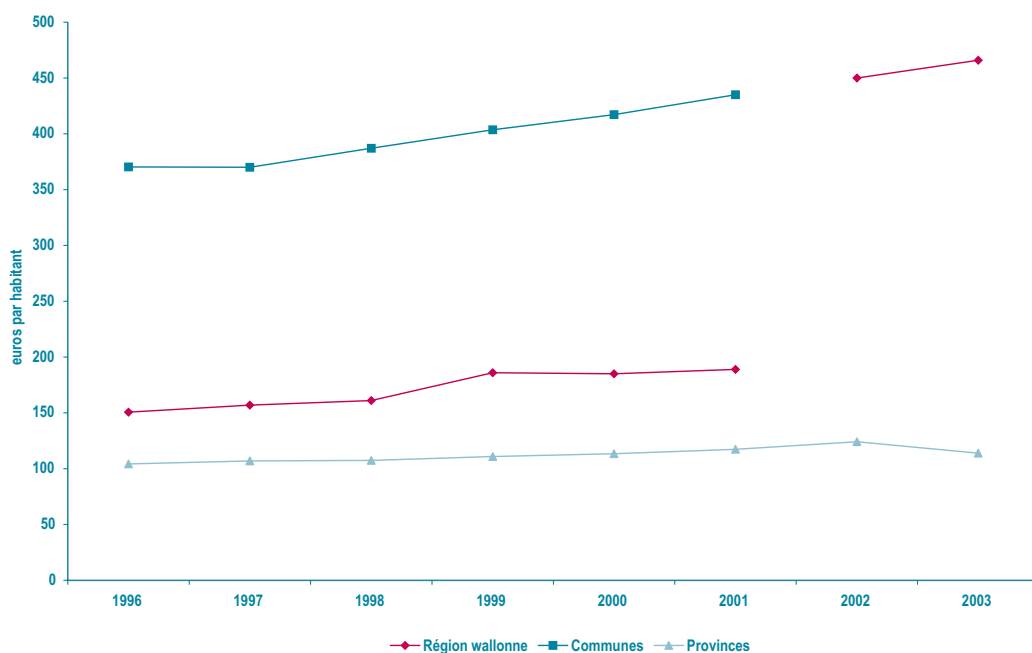


## Chapitre 4 : Gouvernance

### Budget des pouvoirs publics

→ **114. Evolution de la charge fiscale régionale, provinciale et communale par habitant (en euros par habitant en Wallonie)**

Sources : Documents du Parlement wallon (Exposé général 2001, 2002 et 2003), MRW-DGPL, Dexia et INS – Calcul : SES  
 Note : La rupture observée en 2002 pour la Région wallonne s'explique par l'entrée en vigueur le 01/01/2002 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions. La hausse de la charge d'imposition par habitant correspond à une série d'impôts (intégrés dans le tableau précédent) dont le produit, qui revenait auparavant à l'Etat fédéral ou aux Communautés, a été intégralement ristourné aux Régions.



→ **115. Evolution de l'emploi dans l'administration publique : désagrégation par niveau de pouvoir et institution**

Source : ONSSAPL – Calculs : SES

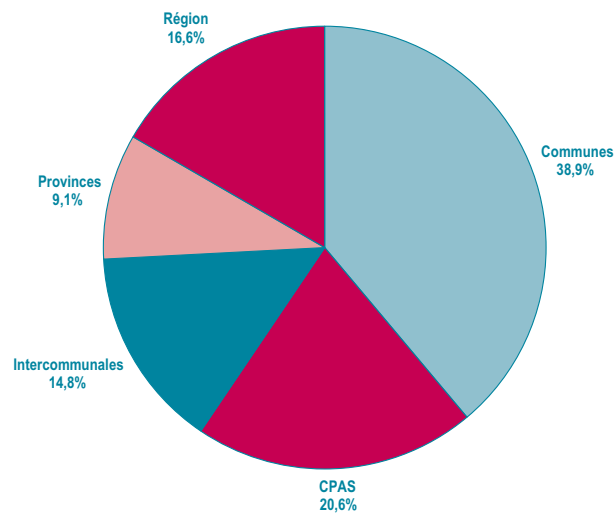
	1996	1999	2000	2001
Communes	44 129	47 357	49 038	49 966
CPAS	24 745	27 097	27 469	26 402
Intercommunales	14 541	15 954	16 635	19 005
Provinces	11 650	11 655	11 545	11 649
Région	18 951	20 270	21 304	21 373
Divers	51	59	57	61
<b>Total</b>	<b>114 067</b>	<b>122 392</b>	<b>126 048</b>	<b>128 456</b>

## Chapitre 4 : Gouvernance

### Budget des pouvoirs publics

→ **116. L'emploi dans l'administration publique wallonne en 2001 : répartition par niveau de pouvoir et institution**

Source : ONSSAPL – Calculs : SES





## Chapitre 4 : Gouvernance

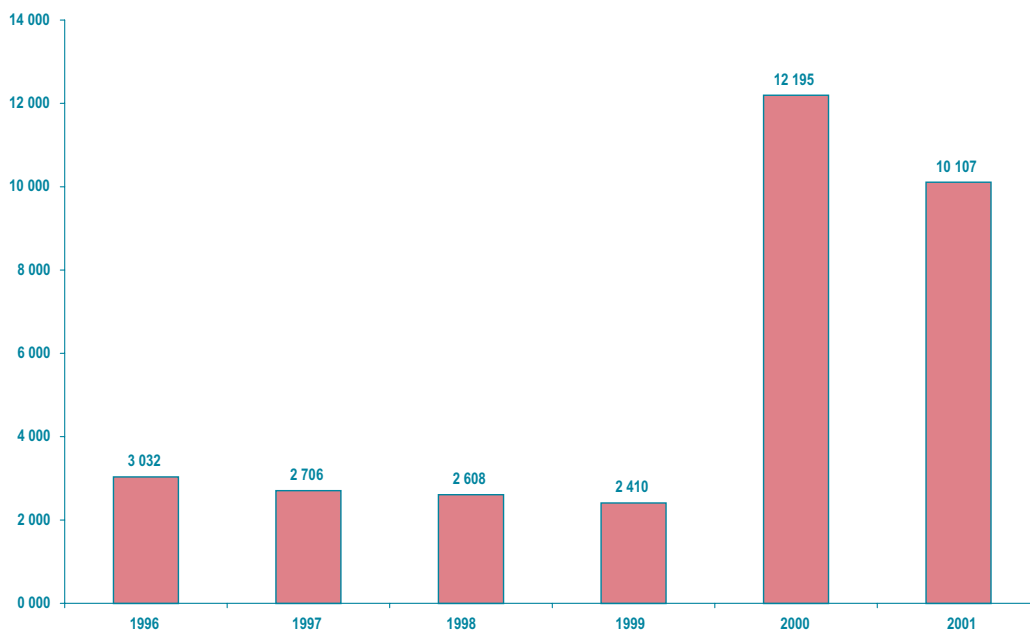
### Services publics de proximité

**Des services d'information diversifiés touchent un nombre croissant de citoyens.**

→ **117. Nombre de visiteurs des Mobilinfos : évolution 1993-2001**

Source : MRW - DIRCOM.

Note : de 1993 à 1999, un seul Mobilinfo parcourt 20 communes wallonnes ; depuis mars 2000, 6 Mobilinfos parcourent mensuellement 120 communes



→ **118. Le téléphone vert : évolution du nombre d'appels**

Source : MRW-DIRCOM

	Mandataires	Boîte vocale permanente	Boîte vocale temporaire	Total
1996	58 823			58 823
1997	71 647			71 647
1998	75 604	23 242		98 846
1999	84 797	96 821		181 618
2000	80 883	96 107	28 447	205 437
2001	76 406	59 446	14 174	150 026



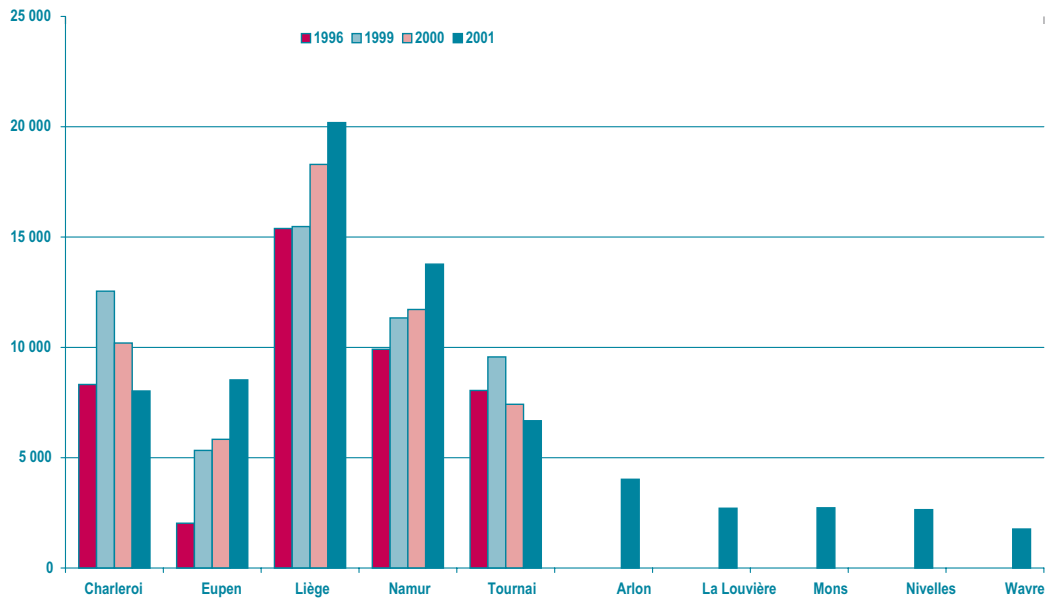
## Chapitre 4 : Gouvernance

### Services publics de proximité

→ **119. Centres d'information et d'accueil : évolution du nombre de visiteurs**

Source : MRW-DIRCOM.

Note : entre 1993 et 2000, on compte en Wallonie cinq CIA : Charleroi, Eupen, Liège, Namur et Tournai. Cinq nouveaux centres ont été créés en 2001 : Arlon, La Louvière, Mons, Nivelles, Wavre





## Chapitre 4 : Gouvernance

### Médiateur de la Région wallonne

#### → 120. Réclamations des particuliers auprès du médiateur de la Région wallonne

Source : Rapport annuel au Parlement wallon. Le médiateur de la Région wallonne

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
<b>Ministère de la Région wallonne (MRW)</b>					
Réclamations acceptées et enquêtes terminées	197	459	305	571	382
Correction totale obtenue	96	239	105	165	76
Correction partielle obtenue	-	65	73	79	44
Correction impossible ou refusée	101	155	127	327	262
Réclamations en cours	61	54	50	73	109
Réclamations refusées	19	15	20	156	142
Demandes d'informations	-	3	10	41	79
<b>Total MRW</b>	<b>277</b>	<b>531</b>	<b>385</b>	<b>841</b>	<b>712</b>
<b>Ministère de l'équipement et des transports (MET)</b>					
Réclamations acceptées et enquêtes terminées	29	26	32	28	26
Correction totale obtenue	13	10	11	14	5
Correction partielle obtenue	-	6	11	4	9
Correction impossible ou refusée	16	10	10	10	12
Réclamations en cours	11	9	5	12	20
Réclamations refusées	2	1	1	17	14
Demandes d'informations	-	-	-	1	3
<b>Total MET</b>	<b>42</b>	<b>36</b>	<b>38</b>	<b>58</b>	<b>63</b>
<b>Organismes d'intérêt public (OIP)</b>					
Réclamations acceptées et enquêtes terminées	61	64	110	149	111
Correction totale obtenue	37	33	29	53	32
Correction partielle obtenue	-	7	33	40	15
Correction impossible ou refusée	24	24	48	56	64
Réclamations en cours	11	17	17	24	39
Réclamations refusées	7	7	7	50	61
Demandes d'informations	1	-	12	11	-
<b>Total OIP</b>	<b>79</b>	<b>89</b>	<b>134</b>	<b>235</b>	<b>222</b>
<b>Total MRW + MET + OIP</b>	<b>398</b>	<b>656</b>	<b>557</b>	<b>1134</b>	<b>997</b>

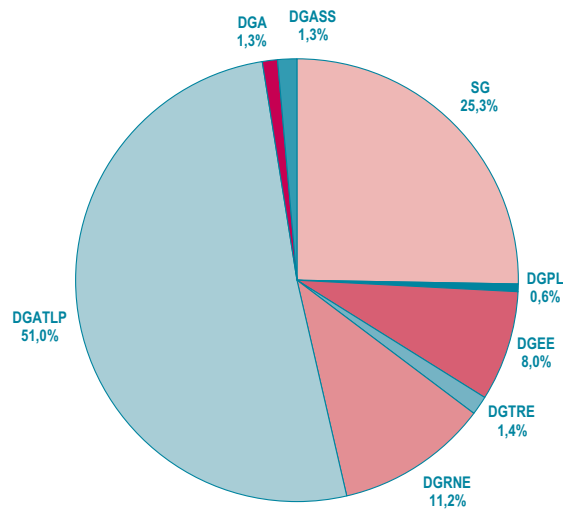


## Chapitre 4 : Gouvernance

### Médiateur de la Région wallonne

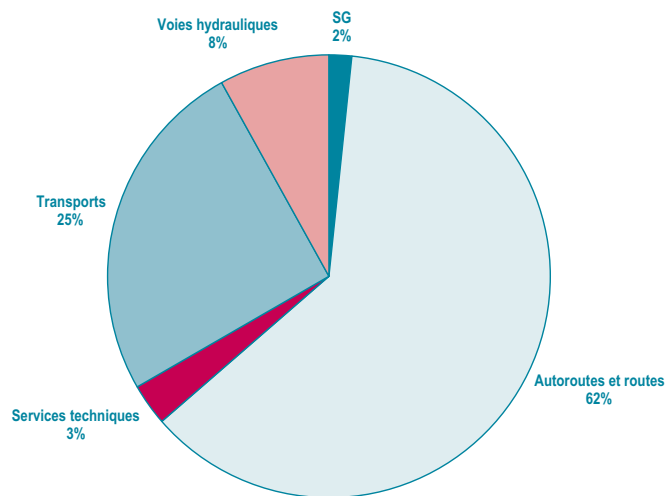
→ **121. Réclamations des particuliers auprès du médiateur de la Région wallonne : dossiers se rapportant au Ministère de la Région wallonne, répartition par Direction générale, 2001-2002**

Source : Rapport annuel au Parlement wallon. Le médiateur de la Région wallonne. Les Directions générales (DG) sont : Pouvoirs locaux (PL), Economie et emploi (EE), Technologie, recherche et énergie (TRE), Ressources naturelles et environnement (RNE), Aménagement du territoire, logement et patrimoine (ATLP), Agriculture (A), Action sociale et santé (ASS) et le Secrétariat général (SG)



→ **122. Réclamations des particuliers auprès du médiateur de la Région wallonne : dossiers se rapportant au Ministère de l'équipement et des transports, répartition par Direction générale, 2001-2002**

Source : Rapport annuel au Parlement wallon. Le médiateur de la Région wallonne





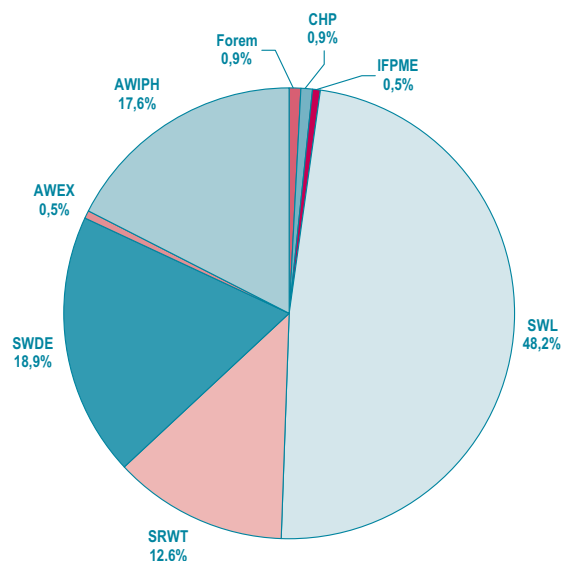
## Chapitre 4 : Gouvernance

### Médiateur de la Région wallonne

→ **123. Réclamations des particuliers auprès du médiateur de la Région wallonne : dossiers se rapportant aux Organismes d'intérêt public, répartition par organisme, 2001-2002**

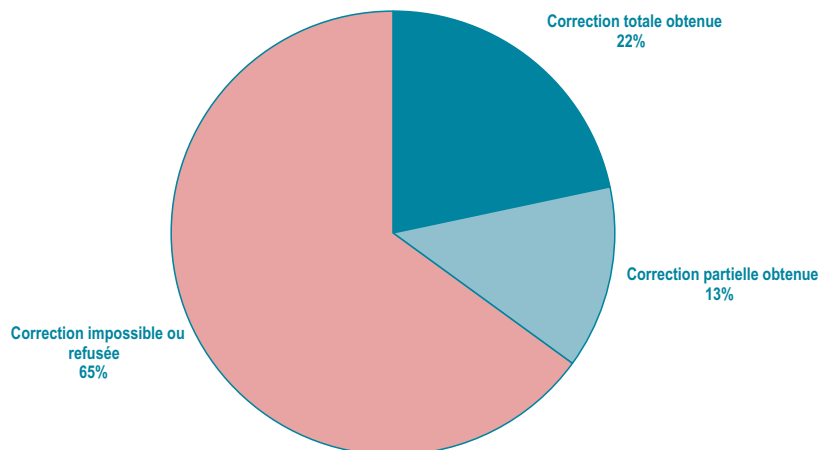
Source : Rapport annuel au Parlement wallon. Le médiateur de la Région wallonne.

Note : les OIP ayant fait l'objet de réclamations en 2001-2002 sont : la Société wallonne du logement (SWL), la Société wallonne des eaux (SWDE), l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH), la Société régionale wallonne du transport (SRWT), l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (Forem), les Centres hospitaliers psychiatriques (CHP), l'Agence wallonne à l'exportation (AWEX) et l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes, les petites et moyennes entreprises (IFPME)



→ **124. Réclamations des particuliers auprès du médiateur de la Région wallonne : issue des décisions (en % des dossiers acceptés et clôturés), 2001-2002**

Source : Rapport annuel au Parlement wallon. Le médiateur de la Région wallonne – Calculs : SES



## Chapitre 4 : Gouvernance

### E-government

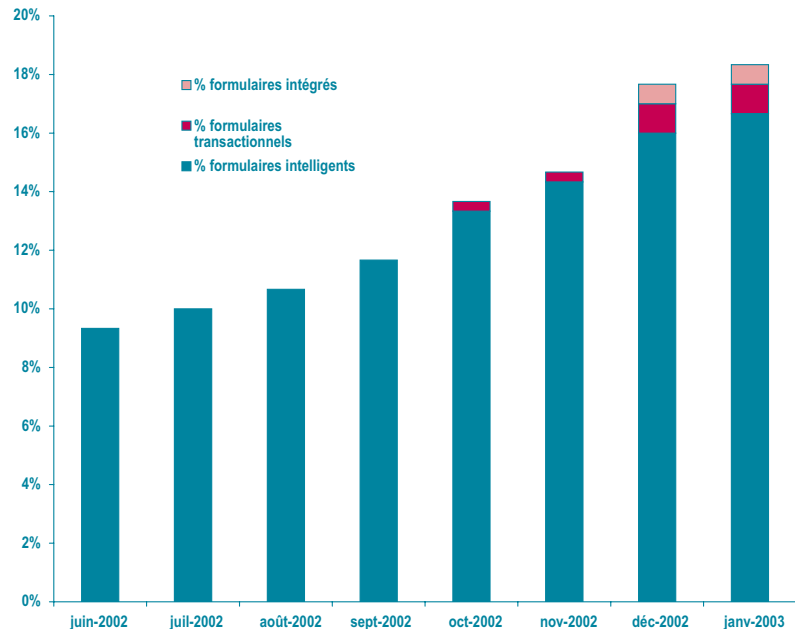
#### 300 formulaires administratifs téléchargeables progressivement transformés en formulaires « intelligents » .

##### → 125. Formulaires intelligents, transactionnels et intégrés : évolution en proportion du nombre total de formulaires téléchargeables

Source : Wall-On-Line – Calculs : SES.

Note : Actuellement, 300 formulaires de la Région wallonne sont accessibles en ligne à partir de sites internet de la Région. Ces formulaires scannés et téléchargeables sont progressivement remplacés par des formulaires qui offrent aux utilisateurs des services de plus en plus intégrés. Ces formulaires sont définis selon l'évolution de ces services:

- les formulaires téléchargeables comprenant des fonctions d'aide au remplissage (= formulaires intelligents)
- les formulaires téléchargeables envoyés en ligne à la Région wallonne (= formulaires transactionnels)
- les formulaires téléchargeables dont les données sont intégrées automatiquement dans les systèmes d'information de la Région wallonne (= formulaires intégrés)







**Service des Etudes et de la Statistique  
Ministère de la Région wallonne**

Place de la Wallonie, 1  
5100 JAMBES  
Tél : 081/33 30 50  
Fax : 081/33 30 55  
<http://statistiques.wallonie.be>  
E-mail : [ses@mrw.wallonie.be](mailto:ses@mrw.wallonie.be)

Editeur responsable : Georges Horevoets

ISBN : 2-87401-146-0  
Dépôt légal : D/2003/5322/16

Disponible gratuitement sur demande au Numéro vert : 0800 1/1901



RÉGION WALLONNE